

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Mike Davis
Le pire des mondes possibles
La Découverte 2006, 2007

1 La climatérique urbaine

En 1950, le monde comptait 86 villes de plus d'un million d'habitants ; aujourd'hui, on en dénombre 400, et en 2015 il y en aura au moins 550. Les villes ont en réalité absorbé près des deux tiers de l'explosion de la population mondiale depuis 1950, et croissent actuellement au rythme d'un million de naissances ou d'arrivée de migrants chaque semaine. À l'échelle de la planète, la main d'œuvre urbaine a plus que doublé depuis 1980, et la population urbaine actuelle - 3,2 milliards - est supérieure à ce qu'était la population mondiale totale l'année où John F. Kennedy pris es fonctions. La population rurale mondiale a quant à elle atteint son apogée et commencera à décroître à partir de 2020. La quasi-totalité de la croissance démographique mondiale - les projections pointent vers un pic de 10 milliards d'habitants en 2050 - concernera donc les villes.

Par son ampleur et sa rapidité, l'urbanisation du tiers monde est par ailleurs absolument sans commune mesure avec celle que connut l'Europe victorienne. (...) Le phénomène le plus célèbre est, bien entendu, la multiplication de nouvelles mégapoles de plus de 8 millions d'habitants et, de manière plus spectaculaire encore, d'hypervilles de plus de 20 millions d'habitants - soit à peu près la population urbaine mondiale à l'époque de la Révolution française.

La Far Eastern Economic Review estime qu'en 2025 l'Asie pourrait compter à elle seule dix ou onze conurbations de cette taille, dont Jakarta (24,9 millions d'habitants), Dacca (25 millions) et Karachi (26,5 millions). Shanghai, dont la croissance a été gelée par des décennies de politiques maoïstes de sous-urbanisation délibérée, pourrait abriter jusqu'à 27 millions de résidents dans son immense région métropolitaine estuarienne. Les projections indiquent que Bombay pourrait quant à elle atteindre une population de 33 millions d'habitants, même si personne ne peut dire si des concentrations de pauvreté aussi gigantesques sont biologiquement ou écologiquement viables.

Mais c'est dans l'est de l'Asie qu'apparaissent les plus grandes structures posturbaines. Les deltas du Xijiang (Hong Kong-Guangzhou) et du Yangzi Jiang (Shanghai), ainsi que le couloir Pékin-Tianjin sont clairement en passe de devenir des hypervilles industrielles comparables à Tokyo-Osaka, au Bassin Rhénan, ou à New York-Philadelphie. De fait, la

Chine - et elle est en cela unique parmi les pays en voie de développement - planifie de façon agressive son développement urbain à un niveau suprarégional, en prenant pour exemples l'axe Tokyo-Yokohama et la côte Est des États-Unis. Fondée en 1983, la zone économique de Shanghai est la plus vaste entité de planification infranationale du monde : elle englobe la métropole et cinq provinces limitrophes, et abrite une population totale presque aussi importante que celle des États-Unis.

Si les mégalo-poles sont les étoiles les plus brillantes du firmament urbain, les trois quarts du fardeau de la future croissance démographique devront être supportés par des villes de deuxième catégorie et des zones urbaines plus petites, à peine visibles ; des espaces où, comme le soulignent des chercheurs de l'ONU, "rien ou presque n'est prévu pour loger ces gens et leur fournir des services".

D'après le recensement le plus récent, trente-cinq villes indiennes ont d'ores et déjà dépassé le seuil du million, rassemblant une population totale de près de 110 millions d'habitants. En Afrique, la croissance exponentielle de quelques villes comme Lagos (passée de 300 000 habitants en 1950 à 13,5 millions aujourd'hui) a été suivie par la transformation de plusieurs douzaines de petites villes et oasis comme Ouagadougou, Nouakchott, Douala, Kampala, Tanta, Conakry, N'Djamena, Lumumbashi, Mogadiscio, Anatanarivo ou Bamako en des villes tentaculaires plus grandes que San Francisco ou Manchester.

Dans son étude de cas portant sur la Chine du Sud, Guldin a constaté que la campagne s'urbanisait *in situ* en même temps qu'elle engendrait des migrations massives : "Les villages tendent à devenir des villes commerçantes et *xiang*, tandis que les chefs-lieux et les petites villes deviennent de grandes villes." De fait, les ruraux n'ont bien souvent plus besoin de migrer vers la ville : c'est elle qui migre vers eux. (...) Le résultat de cette collision entre le rural et l'urbain en Chine, dans une grande partie de l'Asie du Sud-Est, en Inde, en Égypte et peut-être en Afrique de l'Ouest est l'apparition d'un paysage hermaphrodite, d'une campagne partiellement urbanisée dont Guldin avance qu'elle pourrait constituer "un mode important d'implantation et de développement humains (...) sous une forme ni rurale ni urbaine, mais un mélange des deux, dans lequel un dense réseau d'interactions lie de grands noyaux urbains à leurs régions environnantes".

Aguilar et Ward pensent que "c'est dans cet espace périurbain que la reproduction de la main d'œuvre se concentrera le plus vraisemblablement dans les plus grandes villes du monde au 21^{ème} siècle." Dans tous les cas, le nouveau et l'ancien ne se mélangent pas aisément, et, sur les franges *desakotas* de Colombo, "les communautés sont divisées, les habitants extérieurs (*outsiders*) et les habitants intérieurs (*insiders*) étant incapables de construire des relations et des communautés cohérentes.

Quatre-vingts pour cent du prolétariat industriel de Marx vit aujourd'hui en Chine ou hors de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis. Dans la plupart des pays en voie de développement, la croissance urbaine est cependant privée de ces moteurs puissants que sont les exportations de produits industriels de Chine, de Corée ou de Taïwan, ainsi que de l'énorme afflux de capitaux étrangers dont jouit la Chine (et qui représente actuellement la moitié du total des investissements étrangers dans l'ensemble des pays en voie de développement). Depuis le milieu des années 1980, les grandes villes industrielles du Sud - Bombay, Johannesburg, Buenos Aires, Belo Horizonte et Sao Paulo - ont toutes souffert de fermetures massives d'usines et d'une désindustrialisation tendancielle. Ailleurs, l'urbanisation s'est trouvée plus radicalement découplée de l'industrialisation, voire du développement

stricto sensu, ainsi que, dans le cas de l'Afrique subsaharienne, de ce corollaire supposé nécessaire de l'urbanisation qu'est l'augmentation de la productivité agricole. Dès lors, le poids économique d'une ville donnée est souvent étonnamment peu corrélé à son importance en nombre d'habitants, et réciproquement.

Les politiques de déréglementation agricole et de rigueur budgétaire imposées par le FMI et la Banque mondiale ont continué à entraîner l'exode du surplus de main d'œuvre rurale vers les bidonvilles urbains, alors même que les villes cessaient de fonctionner comme des machines à créer de l'emploi. Comme l'éminente africaniste européenne Deborah Bryceson l'a montré dans son état des lieux de la recherche agraire récente, les années 1980 et 1990 furent des années de soulèvements sans précédents dans les campagnes du monde entier. (...) Les filets de secours locaux ayant disparu, les fermiers pauvres devinrent de plus en plus vulnérables aux coups de l'extérieur : sécheresse, famine, augmentation des taux d'intérêt ou baisse des prix de vente. (Ou encore maladie : on estime que 60% des petits paysans cambodgiens qui vendent leurs terres pour aller s'installer en ville le font pour faire face à des dettes contractées pour raisons médicales.)

Cela signifie que le moteur de la "sururbanisation" est la reproduction de la pauvreté, et non la création d'emplois. C'est un exemple inattendu des rails *via* lesquels un ordre mondial néolibéral mène l'avenir sur une voie de garage. De Karl Marx à Max Weber, la théorie sociale classique pensait que les grandes villes du futur se développeraient sur le modèle industriel de Manchester, Berlin ou Chicago - et, de fait, Los Angeles, Sao Paulo, Pusan, et aujourd'hui Ciudad Juarez, Bangalore et Guangzhou se sont plus ou moins conformées à cette trajectoire canonique.

Kinshasa, Luanda, Khartoum, Dar-es-Salam, Guayaquil et Lima continuent à croître prodigieusement en dépit d'industries de substitution d'importations en ruine, de secteurs publics réduits à la portion congrue et de classes moyennes à mobilité sociale descendante. Les forces mondiales qui "poussent" les gens à quitter la campagne - mécanisation de l'agriculture à Java et en Inde, importations alimentaires au Mexique, en Haïti et au Kenya, guerre civile et sécheresse en Afrique, et partout consolidation de petites holdings en grandes holdings et concurrence entre groupes agroalimentaires industriels - semblent alimenter l'urbanisation, même lorsque le "pouvoir d'attraction" de la ville est drastiquement affaibli par la dette et la récession économique. En conséquence de quoi une croissance urbaine rapide dans le contexte d'ajustement structurels, de dévaluation monétaire et de retrait de l'État a toujours fonctionné comme une implacable machine à produire des bidonvilles. Un chercheur de l'Organisation internationale du travail (OIT) estime que, dans le tiers monde, le marché du logement standard ne permet que rarement de satisfaire plus de 20% de la nouvelle demande, de sorte que les gens se voient forcés de se loger dans des baraques de fortune, des locations au noir, des sous-locations pirates, ou se retrouvent à la rue.

Les *favelas* de Sao Paulo - à peine 1,2% de la population totale en 1973, mais 19,8% en 1993 - ont grandi au cours des années 1990 au rythme explosif de 16,4% par an. (...) Les mêmes tendances sont visibles partout en Asie. La police de Pékin estime que 200 000 "flottants" migrants ruraux non enregistrés) arrivent dans la ville chaque année. Ils s'entassent pour la plupart dans des bidonvilles illégaux à la lisière sud de la capitale. Parallèlement, une étude a montré que 90% de la croissance urbaine des ménages en Asie du Sud avait lieu dans des bidonvilles. La population tentaculaire des *katchi abadi* (squatteurs) de Karachi double tous les dix ans, et les bidonvilles indiens continuent de grandir 2,5 fois plus rapidement que la population générale.

On estime que, sur les 500 000 migrants qui arrivent chaque année à Delhi, au moins 400 000 échouent dans un bidonville ; en 2015, la capitale indienne comptera plus de 10 millions d'habitants dans les bidonvilles. "Si cette tendance se poursuit sans faiblir, prévient Gautam Chatterjee, expert en planification, les villes vont disparaître et nous n'aurons plus que des bidonvilles." (...) De fait, c'est au taux ahurissant de 85% que la croissance démographique kényane entre 1989 et 1999 a été absorbée par les bidonvilles fétides et surpeuplés de Nairobi et Mombasa. Pendant ce temps, tout espoir réaliste d'une réduction de la pauvreté urbaine en Afrique a progressivement disparu de l'horizon officiel.

Ainsi, loin des structures de verre et d'acier imaginées par des générations passées d'urbanistes, les villes du futur sont au contraire pour l'essentiel faites de brique brute, de paille, de plastique recyclé, de parpaings, de tôle ondulée et de bois de récupération.

2 La prédominance des bidonvilles

L'ahurissante prédominance des bidonvilles constitue le sujet principal de *The Challenge of Slums* ("Le défi des bidonvilles"), rapport historique et sombre publié en octobre 2003 par le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). (...) Dans la première étude "scientifique" de la vie dans les taudis américains (*The Slums of Baltimore, Chicago, New York and Philadelphia*, 1894), le nouveau département du Travail aux États-Unis définit le *slum* comme "une zone de ruelles sales, notamment lorsqu'elle est habitée par une population de misérables et de criminels".

Les auteurs de *The Challenge of Slums* rejettent ces calomnies victoriennes mais conservent la définition classique du bidonville, avec ses caractéristiques de surpeuplement, de logements informels ou de piètre qualité, d'accès insuffisant à de l'eau saine, de manque d'hygiène, et d'insécurité quant à la conservation de la jouissance du domicile. (...) Avec de 10 à 12 millions de squatteurs ou de personnes résidant dans des taudis, Bombay est la capitale mondiale du bidonville, suivie par Mexico et Dacca (de 9 à 10 millions chacune), puis Lagos, Le Caire, Karachi, Kinshasa, Sao Paulo, Shangai et Delhi (de 6 à 8 millions chacune).

Les plus importantes populations vivant en bidonville par pays (2003)

| | part de la population urbaine vivant en bidonville (en %) | population des bidonvilles (en millions) |
|---------------|---|--|
| 1 Chine | 37,8 | 193,8 |
| 2 Inde | 55,5 | 158,4 |
| 3 Brésil | 36,6 | 51,7 |
| 4 Nigéria | 79,2 | 41,6 |
| 5 Pakistan | 73,6 | 35,6 |
| (...) | | |
| 14 États-Unis | 5,8 | 12,8 |

Certes, tous les urbains pauvres ne vivent pas dans des bidonvilles, et tous les habitants des bidonvilles ne sont pas pauvres ; de fait, *The Challenge of Slums* montre bien que, dans certaines villes, la majorité des pauvres vit en dehors des bidonvilles *stricto sensu*. Bien que ces deux ensembles se recoupent pour l'essentiel, le nombre de pauvres urbains est considérablement plus important : ils constituent au moins la moitié de la population urbaine mondiale selon le critère des seuils de pauvreté nationaux relatifs. De plus,

approximativement un quart des urbains (d'après une étude de 1988) vivent dans un état de pauvreté "absolue" à peine imaginable - et se battent pour survivre avec un dollar ou moins par jour. Si l'on en croit les données de l'ONU, le différentiel de revenu par ménage et par tête entre une ville riche comme Seattle et une ville très pauvre comme Ibadan est de 739 pour 1 - inégalité incroyable.

Il existe probablement plus de 200 000 bidonvilles sur la planète, comptant de quelques centaines à plus d'un million d'habitants. (...) Des "mégabidonvilles" voient le jour lorsque des bidonvilles et des communautés de squatteurs fusionnent pour former des ceintures continues de pauvreté et de logements informels, souvent en périphérie des villes. En 1992, Mexico comptait par exemple une population estimée à 6,6 millions de personnes vivant côte à côte sur 348 km² de logements informels. (...) Ce genre d'énorme concentration spatiale de pauvreté urbaine se retrouve également en Afrique et au Moyen-Orient. En Asie du Sud, à l'inverse, les pauvres urbains se répartissent généralement dans un plus grand nombre de bidonvilles distincts, plus largement répartis sur l'ensemble du tissu urbain en des motifs d'une complexité quasi fractale. (...) Bien que certains bidonvilles soient très anciens - *Morto de Providencia*, la première *favela* de Rio de Janeiro, fut fondée dans les années 1880 -, la plupart des mégabidonvilles ont commencé à bourgeonner dans les années 1960.

Les pauvres urbains ont à résoudre une équation complexe dans laquelle ils essaient d'optimiser le coût du logement, la sécurité de leur jouissance des lieux, la qualité de l'abri, leur temps de trajet jusqu'au travail et, parfois, leur sécurité personnelle. Pour certains, dont de nombreuses personnes vivant à la rue, la situation à proximité d'un lieu de travail - par exemple sur un marché d'alimentation ou dans une gare - est encore plus importante que le fait d'avoir un toit. Pour d'autres, la gratuité ou la quasi-gratuité du terrain peut justifier les allers-retours quotidiens épiques entre la périphérie et le centre pour rejoindre leur lieu de travail. Et pour tous, la pire des alternatives est un lieu mauvais, cher et dépourvu de services communaux ainsi que de sécurité de jouissance.

Dans les pays développés, il existe bien sûr une différence archétypale entre les villes américaines en forme de "beignets", avec concentration des pauvres dans les centres-villes et les banlieues intérieures à l'abandon, et les villes européennes en forme de "soucoupes", avec des populations d'immigrés et de chômeurs rejetées dans des barres de logements à la périphérie des villes. Les pauvres américains, pourrait-on dire, vivent sur Mercure ; les pauvres européens, sur Neptune ou Pluton. (...) Contrairement à ce qui se passe en Europe, dans le Sud, le logement public pour les pauvres est une exception - on en trouve à Hong Kong, à Singapour ou en Chine - et non la règle.

Souvent, à l'exemple de Campos Eliseos de Sao Paulo naguère à la mode ou de certains quartiers coloniaux de Lima, des quartiers bourgeois entiers sont tombés au rang de bidonvilles. À Alger, dans le célèbre quartier de bord de mer de Bab-el-Oued, ce sont en revanche les autochtones pauvres qui ont remplacé les colons des classes laborieuses. Bien que le schéma mondial dominant soit celui de l'éviction des pauvres des centres-villes, certaines villes du tiers monde reproduisent le type de ségrégation urbaine des États-Unis, avec des classes postcoloniales qui fuient les centres pour s'installer dans des banlieues encloses et autres "cités périphériques".

L'exemple le plus atypique d'une offre de logements récupérés est sans aucun doute la Cité des morts au Caire, où un million de pauvres utilisent des tombeaux mamelouks comme éléments de logement préfabriqués. (...) Des cénotaphes et des stèles servent ainsi de bureau,

de tête de lit, de table ou d'étagère. On tend des fils entre les tombes pour étendre le linge. Ailleurs au Caire (qui comptait jadis vingt-neuf synagogues), des groupes de squatteurs ont investi des cimetières juifs abandonnés.

Dans l'essentiel du tiers monde, cependant, les logements "de récupération" sont moins courants que les immeubles d'appartements et les logements spécifiquement construits pour la location. Dans l'Inde coloniale, le refus acharné de l'Empire britannique de fournir une alimentation en eau et une hygiène minimale aux quartiers urbains indiens alla de pair avec une politique du logement s'appuyant *de facto* sur la rapacité des élites de propriétaires locaux, qui construisirent les immeubles affreusement surpeuplés, terriblement insalubres mais hautement profitables où vivent encore des millions d'Indiens. À Bombay, le *chawl* typique (75% du stock de logement formel de la ville) est un logement en location d'une seule pièce de 15 m² où s'entasse une famille de six personnes ; les toilettes sont en général partagées avec six autres familles. (...) En Afrique subsaharienne, en revanche, le logement en vieil immeuble de centre-ville est quasiment inexistant.

Certains résidents miséreux des centres-villes vivent dans les airs. Un habitant de Phnom Penh sur dix vit sur un toit, ainsi que, chiffre incroyable, 1,5 million de Cairotes et 200 000 Alexandrins. Il fait certes plus frais dans cette "deuxième ville" du Caire qu'à l'intérieur des immeubles, mais les habitants des toits sont davantage exposés à la pollution due à la circulation et aux usines de ciment, ainsi qu'à la poussière du désert.

Enfin, reste la rue elle-même. Los Angeles est la capitale des sans-domicile du premier monde, avec une population de sans-abri estimée à 100 000 personnes, dont un nombre croissant de familles, qui campent dans les rues du centre ou vivent furtivement dans les parcs et entre les échangeurs autoroutiers. La plus grande concentration de sans-domicile du tiers monde se trouve probablement à Bombay, où, selon une étude de 1995, un million de personnes vivent dans la rue. Le stéréotype classique du sans-domicile indien est un paysan miséreux, récemment arrivé de la campagne, qui survit comme un parasite en mendiant, mais, comme des études menées à Bombay l'ont montré, ils ont en fait presque tous (97%) au moins un gagne-pain, 70% d'entre eux vivent en ville depuis au moins six ans, et un tiers a été expulsé d'un taudis ou d'un *chawl*. De fait, de nombreux sans-domicile sont de simples travailleurs - conducteurs de rickshaws, travailleurs du bâtiment, porteurs sur les marchés - que leur emploi oblige à vivre dans le cœur inabordable de la métropole.

La majorité de la population urbaine pauvre ne vit plus dans les centres-villes. Depuis 1970, ce sont les communautés des bidonvilles de la périphérie des villes du tiers monde qui ont absorbé la plus forte proportion de la croissance urbaine mondiale. (...) L'"horizontalisation" des villes pauvres est souvent aussi ahurissante que leur taux de croissance démographique : Khartoum, par exemple, était en 1988 *quarante-huit* fois plus vaste en surface construite qu'en 1955. En réalité, les aires suburbaines de nombreuses villes pauvres sont désormais si étendues qu'il serait peut-être utile de repenser la notion même de *périphérie*. À Lusaka, par exemple, les bidonvilles des marges abritent les deux tiers de la population de la ville - ce qui poussa un auteur à écrire que "ces zones sont appelées "périurbaines" mais en réalité c'est la ville elle-même qui est périphérique". Le sociologue turc Çağlar Keyder fait une analyse semblable au sujet des *geçekondus* de ce type qui entourent Istanbul.

Le squat est, bien sûr, le fait de prendre possession d'un terrain ou d'un lieu sans achat ni titre. (...) Mais le fait de squatter est rarement dénué de coûts directs. Les squatteurs se

voient souvent forcés de payer des bakchichs considérables aux hommes politiques, aux gangsters ou à la police pour avoir accès aux sites, et doivent parfois continuer à payer ce genre de "loyers" informels en argent et/ou en voix pendant des années. Il faut par ailleurs ajouter à cela que les coûts punitifs liés au fait d'habiter un site éloigné du centre-ville et non desservi par les transports publics. En réalité, une fois intégré l'ensemble des coûts - comme Erhard Berner l'a montré dans son étude sur Manille -, le squat ne s'avère pas toujours meilleur marché que l'achat d'une parcelle de terrain. Son principal avantage réside dans la "possibilité de construction et d'amélioration par apports successifs, qui permet un étalement des coûts (*dans le temps*)".

Dépendant de la bienveillance politique, les squatteurs ont traditionnellement occupé des terrains publics non utilisés ou les domaines d'un seul grand propriétaire terrien (parfois dédommagé ultérieurement). Le squat se transforme souvent en une longue épreuve de volonté et d'endurance contre l'appareil répressif de l'État. "Il n'est pas rare, écrit une équipe de chercheurs de l'UCLA (Université de Californie à Los Angeles) à propos de Caracas dans les années 1970, d'entendre parler d'un camp de squatteurs construit pendant la nuit, détruit par la police au matin, reconstruit la nuit suivante, détruit de nouveau, puis reconstruit et ainsi de suite jusqu'à ce que les autorités cessent le combat par lassitude.

La plupart des communautés de squatteurs sont cependant le résultat de ce que le sociologue Asef Bayat, parlant de Téhéran et du Caire, a appelé le "tranquille empiètement de l'ordinaire" : l'infiltration pacifique, à petite échelle, dans des sites marginaux ou interstitiels. (...) Ce genre d'empiètements, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, s'opère fréquemment à la faveur d'une occasion favorable à l'occupation de terres, par exemple une élection serrée, une catastrophe naturelle, un coup d'État ou une révolution.

La pratique du squat sous toutes ses formes a probablement atteint son apogée en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est au cours des années 1970. Elle se poursuit aujourd'hui *stricto sensu* essentiellement sur des terrains urbains de faible valeur, souvent dans des lieux dangereux ou extrêmement marginaux, tels que les terrains inondables, des flancs de colline, des marais ou des sites contaminés.

Contrairement aux vrais squatteurs, les habitants d'une subdivision pirate ont obtenu un titre de propriété, légal ou de fait, sur leur parcelle. Dans le cas d'un titre légal, le subdiviseur est en général un spéculateur, un latifundiste ou un grand fermier, une commune rurale (un *ejido* mexicain, par exemple) ou une entité coutumière (comme une tribu de Bédouins ou un conseil de village). Les propriétaires terriens - comme dans l'exemple d'un *asentamiento* de la banlieue de Buenos Aires analysé par David Keeling - peuvent même encourager, non sans ruse, les résidents à organiser eux-mêmes une invasion dans l'espoir que l'État soit finalement forcé de leur offrir des indemnités et de prendre en charge le développement des infrastructures.

La littérature (...) a tendance à romancer le rôle des squatteurs et à négliger les locataires. La relation propriétaire-locataire est en réalité une relation sociale fondamentale et conflictuelle dans la vie des bidonvilles partout sur la planète. Elle constitue pour les pauvres la principale manière dont ils peuvent monétiser leur bien (formel ou informel), mais souvent dans une relation d'exploitation de gens encore plus pauvres qu'eux. La transformation du logement informel en un bien négociable sur le marché a entraîné la croissance rapide de sous-secteurs de location distincts : remplissage des espaces vides dans les bidonvilles les plus anciens, ou construction de logements pour plusieurs familles dans des subdivisions

pirates. (...) Au Caire, par exemple, les plus privilégiés des pauvres achètent à des fermiers des terrains piratés, tandis que les moins privilégiés squattent sur des terrains municipaux ; les plus pauvres des pauvres, cependant, louent auprès des squatteurs.

Comme deux grands spécialistes du logement l'ont remarqué, "les locataires sont disséminés dans des implantations irrégulières avec une vaste gamme d'arrangements locatifs informels différents, et ils sont souvent incapables de s'organiser en un groupe de pression grâce auquel ils pourraient se protéger eux-mêmes".

Après être passé du statut de banlieue à celui de ville satellite de près de deux millions d'habitants, Soweto présente de même un large spectre de statuts d'habitation. Les deux tiers de ses résidents vivent soit dans des logements privés du secteur formel (la classe moyenne des cadres et professions libérales) soit, plus souvent, dans des logements municipaux (les classes laborieuses traditionnelles) ; les résidents de ces derniers ont construit dans leurs arrière-cours des cabanons illégaux qu'ils louent à des familles plus jeunes ou à des célibataires. Les individus encore plus pauvres, dont les migrants ruraux, se logent dans des pensions ou squattent à la périphérie de Soweto.

Comme le souligne le géographe Peter Ward au sujet de Mexico (...) : "Ces différents statuts multiplient encore davantage les catégories dans lesquelles les gens peuvent se classer (...). Les locataires, les squatteurs harcelés, les résidents délogés du centre-ville ont des chances d'être plus radicaux et plus disposés à manifester contre le gouvernement que ceux qui, dans les faits, ont été achetés par le gouvernement à travers les politiques du logement successives."

Il existe également un flot migratoire d'industries polluantes, toxiques et souvent illégales en quête de l'obscurité permissive qu'offre la périphérie (...). La plupart des petits ateliers clandestins de prêt-à-porter de Pékin se cachent ainsi dans un archipel de bidonvilles et de villages encore partiellement agricoles sur la bordure est de la ville. Les franges urbaines de Bangalore sont de même le lieu où les entrepreneurs peuvent, avec le plus de profit, se fournir en main-d'œuvre bon marché avec un contrôle minimal de l'État. Des millions de travailleurs temporaires et de paysans désespérés gravitent également sur les bords des capitales mondiales de la surexploitation que sont, par exemple, Surat et Shenzhen.

Mais la fonction principale de la marge urbaine du tiers monde demeure celle de décharge humaine. Dans certains cas, les déchets urbains et les immigrants indésirables finissent ensemble, dans ces infâmes "bidonvilles de décharge" que sont, par exemple, les bien nommés Quarantina en bordure de Beyrouth, Hillat Kusha en bordure de Khartoum, Santa Cruz Meyehualco à Mexico, l'ancienne Montagne fumante de Manille ou l'immense décharge-bidonville de Dhapa en lisière de Calcutta. Tout aussi répandus sont les misérables camps temporaires et autres lotissements bruts gouvernementaux où l'on entasse les populations expulsées lors des guerres que les municipalités mènent contre les taudis.

L'anthropologue Monique Skidmore a risqué la prison pour avoir visité quelques-uns des sordides lotissements périurbains - appelés "New Fields" de Rangoon, où la dictature militaire a relogé de force des centaines de milliers d'urbains dont les anciens taudis gênaient la reconstruction du centre-ville façon parc à thème pour touristes.

Ainsi, Gaza - que d'aucuns considèrent comme le plus grand bidonville de la planète - est fondamentalement une agglomération urbanisée de camps de réfugiés (750 000 réfugiés)

où les deux tiers de la population vivent avec moins de deux dollars par jour. Situé juste à l'intérieur de la frontière kényane, Dadaad abrite 250 000 Somaliens, tout comme Goma, au Zaïre, qui fut au milieu des années 1990 un refuge sordide pour 700 000 Rwandais (chiffre estimé), dont beaucoup moururent du choléra à cause des conditions d'hygiène lamentables. La périphérie désertique de Khartoum compte quatre gigantesques camps (Mayo Farms, Jebel Aulia, Dar-es-Salam et Wad al-Bashir) où s'entassent 400 000 victimes de la sécheresse, de la famine et de la guerre civile.

De même, des centaines de milliers de victimes de la guerre et de réfugiés de retour d'Iran et du Pakistan squattent sans eau ni hygiène dans des dizaines de bidonvilles s'étirant à flanc de montagne au-dessus de Kaboul. "Dans le district de Karte Ariana, pouvait-on lire en août 2002 dans le *Washington Post*, des centaines de familles ayant fui les combats entre les talibans et la résistance qui faisaient rage dans la région rurale du nord de l'Afghanistan s'entassent aujourd'hui dans un dédale de bidonvilles verticaux sans cuisines ni toilettes, dormant à quinze ou vingt dans une même hutte." Cela fait des années qu'il n'a pas beaucoup plu et de nombreux puits se sont taris ; les enfants de ces bidonvilles souffrent continuellement de maux de gorge et de diverses maladies dues à l'eau contaminée. L'espérance de vie y est l'un des plus faibles du monde.

L'Angola s'est vu urbanisé de force par plus d'un quart de siècle (de 1975 à 2002) d'une guerre civile - attisée par les machinations de Pretoria et Washington - qui aura déplacé 30% de la population. De nombreux réfugiés ne regagnèrent jamais leurs anciennes maisons dans les campagnes dangereuses et dévastées, et squattèrent dans les sordides *musseques* (bidonvilles) qui gravitent autour de Luanda, Lobito, Cabinda et quelques autres villes.

Les interminables guerres civiles colombiennes ont pareillement ajouté plus de 400 000 PID (personnes intérieurement déplacées) à la ceinture de pauvreté urbaine de Bogota, qui inclut les gigantesques implantations informelles de Sumapaz, Ciudad Bolivar, Usme et Soacha. (...) Inadaptés à la vie urbaine et souvent sans aucun accès à l'éducation, ces jeunes paysans et leurs enfants constituent des recrues idéales pour les gangs et les milices paramilitaires. Les hommes d'affaires locaux dont les entreprises ont été vandalisées par ces jeunes délinquants montent à leur tour des *grupos de limpieza* liés aux escadrons de la mort d'extrême droite, qui se débarrassent de leurs cadavres d'enfants assassinés à la périphérie de la ville.

Le même cauchemar se joue sur les franges de Cali, où l'anthropologue Michael Taussig convoque *L'Enfer* de Dante pour décrire la lutte pour la survie dans deux bidonvilles périphériques "effroyablement dangereux". Navarro est une "montagne d'ordures" tristement célèbre où des femmes et des enfants affamés glanent de quoi manger tandis que de jeunes bandits (*malo de malo*) sont, au choix, recrutés ou exterminés par les milices paramilitaires d'extrême droite locales.

3 La trahison de l'État

Même s'il existe quelques exceptions, la plupart des mégavilles du Sud ont eu une trajectoire commune : un rythme de croissance relativement lent, voire retardé, suivi d'un passage brutal à un rythme de croissance rapide dans les années 1950 et 1960, avec l'afflux croissant de migrants ruraux dans les bidonvilles périphériques. Au début du 20ème siècle, le transfert massif de la pauvreté rurale vers les villes était rendu impossible par l'équivalent

économique et politique de l'ancien mur d'enceinte : de vastes pans de la population agraire se voyaient refuser non seulement l'entrée dans la ville, mais encore, et c'est plus important, l'accès à une citoyenneté urbaine pleine et entière.

L'une des barrières principales fut, bien sûr, le colonialisme européen qui, dans sa forme la plus extrême des villes coloniales britanniques d'Afrique de l'Est et du Sud, refusait aux populations indigènes le droit de posséder des terrains urbains et de résider en ville de façon permanente. Partisans assidus de l'idéologie du "diviser pour mieux régner", les Britanniques craignaient que la vie urbaine ne "détribalise" les Africains et ne produise ainsi un terreau fertile au développement des solidarités anticoloniales. La migration urbaine était contrôlée par des lois strictes, et les ordonnances sur le vagabondage criminalisaient le travail informel. Ainsi, jusqu'en 1954, les Africains n'étaient considérés que comme des résidents temporaires de Nairobi, aux quartiers racialement définis, où ils ne pouvaient pas détenir de propriété louée à bail. De même, selon Karin Nuru, les Africains de Dar-es-Salam "étaient seulement tolérés en tant que main d'œuvre temporaire et devaient ensuite retourner à la campagne". En Rhodésie (Zimbabwe), les Africains durent attendre la veille de l'indépendance pour obtenir le droit d'être propriétaires de logements urbains, tandis qu'à Lusaka - décrite comme "une ville extrêmement ordonnée, segmentée selon des critères de race, de classe et de sexe" -, les résidents africains étaient considérés comme des "urbains plus ou moins temporaires dont l'unique raison d'être en ville était de travailler comme domestiques pour les fonctionnaires de l'administration".

L'apartheid poussa bien sûr ce système à son paroxysme cauchemardesque. S'appuyant sur un solide fond de racisme colonial, la législation de l'Afrique du Sud d'après-guerre ne se contenta pas de criminaliser la migration urbaine, mais fournit en outre tous les outils nécessaires au déracinement, sans égal par sa brutalité, des communautés noires des centres-ville historiques. Près d'un million de Noirs furent expulsés de quartiers soi-disant "blancs", en conséquence de quoi le taux d'urbanisation ne progressa que très lentement entre 1950 (43%) et 1990 (48%) (...). Cet idéal de "villes blanches, pays noirs" a cependant fini par se heurter aux besoins de main-d'œuvre des grandes capitales, et à la résistance héroïque de ses victimes.

Nonobstant leur aversion pour les grandes implantations d'indigènes en ville, les Britanniques furent sans doute les plus grands bâtisseurs de bidonvilles de tous les temps. En Afrique, leur politique força la main d'œuvre locale à vivre dans des bidonvilles précaires à la périphérie de villes racialement divisées et à accès restreint. En Inde, en Birmanie et à Ceylan (Sri Lanka), leur refus d'améliorer les conditions sanitaires et de fournir aux quartiers indigènes ne serait-ce que les infrastructures les plus basiques amena les populations indigènes à payer un ahurissant tribut en vies humaines aux grandes épidémies du début du 20ème siècle (peste, choléra, grippe), et généra d'immenses problèmes d'insalubrité urbaine dont les élites nationales ont hérité après l'indépendance.

Les autres empires s'efforcèrent eux aussi, avec plus ou moins de succès, de limiter et de réguler l'exode rural. (...) La recherche historique récente a montré que, dans les villes congolaises, l'état colonial "maintenait un système de contrôle des influx urbains et une régulation législative des marges urbaines relativement efficaces, qui étouffaient dans l'œuf aussi bien le petit commerce hors des canaux légaux que la construction "anarchique" de bâtiments d'habitation".

L'historien Jean Suret-Canale nous rappelle dans le même temps qu'en Afrique tropicale les Français contrôlaient strictement les mouvements de la main d'œuvre rurale tout en confinant les urbains africains dans les périphéries sordides. Dans les bidonvilles coloniaux comme ceux de Médine (Dakar), Treichville (Abidjan) ou Poto-Poto (Brazzaville), "les rues (...) ne sont que des venelles de sable ou de boue ; la voirie est absente (en lieu d'égouts, quelques canalisations à ciel ouvert ou sommairement recouvertes de dalles) ; pas ou peu d'eau, sinon quelques fontaines publiques où les files d'attente s'allongent dès les premières heures du jour ; point d'éclairage public, celui-ci étant réservé aux quartiers européens. L'entassement de la population crée des conditions d'hygiène déplorables. De fait, ce refus quasiment universel de fournir aux "quartiers indigènes" ne serait-ce que les infrastructures sanitaires de base jusque dans les années 1950 traduisait plus que de la simple avarice : il scellait symboliquement l'absence de tout "droit de cité" pour les indigènes.

Mais le colonialisme européen n'était pas la seule instance internationale de contrôle de la croissance urbaine. Bien qu'arrivé au pouvoir grâce aux révoltes paysannes, le stalinisme asiatique s'efforça lui aussi de juguler l'afflux vers les villes. Au départ, la révolution chinoise de 1949 ouvrit les portes des villes aux réfugiés qui rentraient chez eux et aux anciens soldats paysans en quête de travail. Cette politique aboutit bientôt à une inondation incontrôlée des villes, incapables d'absorber l'afflux de 14 millions de personnes en l'espace de quatre ans. Finalement, en 1953, le nouveau régime mit un frein à cet afflux en appliquant un contrôle drastique des flux migratoires intérieurs. Le maoïsme privilégia simultanément le prolétariat urbain - bénéficiaire du "bol de riz en fer" et de la Sécurité sociale du berceau à la tombe - et un encadrement strict de la croissance urbaine à travers l'adoption d'un système d'enregistrement des foyers qui conditionnait la citoyenneté sociale à l'appartenance sédentaire à une unité de travail.

En 1960, après avoir relogé ses sans-abris et éradiqué la plupart des bidonvilles urbains, Pékin continua à exercer un très fort contrôle sur l'émigration rurale informelle. La ville et la campagne étaient vues comme des mondes séparés qui ne devaient se rejoindre que selon des modalités soigneusement établies par le Parti-État. (...) Au début des années 1960, d'énormes populations - jusqu'à 50 millions de personnes selon certaines estimations - de migrants illégaux ont été renvoyés de force dans leurs villages d'origine. (...) La triste palme de l'anti-urbanisme idéologique revenant sans aucun doute à Pol Pot et à sa déportation brutale des citoyens de Phnom Penh en 1975.

Les barrages institutionnels à la croissance urbaine rapide ont été levés par la conjonction paradoxale de la contre-révolte coloniale et de l'indépendance nationale en Afrique et en Asie, et par le renversement des dictatures et des régimes à faible croissance en Amérique latine. Poussés vers les villes par des forces brutales et irrésistibles, les pauvres revendiquèrent leur "droit de cité" avec avidité, même si celui-ci se résumait à un taudis à la périphérie. Plus encore que la famine et la dette, la guerre civile et sa répression ont été les leviers les plus cruellement efficaces de l'urbanisation informelle des années 1950 et 1960.

Au Sud-Vietnam, l'urbanisation forcée (appelée, avec une ironie orwellienne inconsciente, "modernisation") faisait partie intégrante de la stratégie militaire américaine. Puisque, selon le stratège militaire Samuel Huntington, le Vietcong constituait "un pouvoir puissant que l'on ne peut déloger de sa base tant que sa base continue d'exister", lui et d'autres faucons plaidèrent pour l'éradication de cette "base". Les bombardements américains de terreur furent opérés avec une telle force, "à une échelle si énorme qu'elle entraîna une migration massive des campagnes vers les villes (*au point que*) les présumés sous-jacents

de la doctrine maoïste de la guerre révolutionnaire (*ont cessé*) d'opérer (*sic*). La révolution rurale d'inspiration maoïste est sapée à la base par la révolution urbaine soutenue par les Américains. Au cours des années de guerre, comme le souligne l'historienne Marilyn Young, le taux de population urbaine du Sud-Vietnam est passé de 15% à 65%, avec le déplacement de 5 millions de paysans transformés en habitants de bidonvilles ou de camps de réfugiés.

Sept années de guerre coloniale sans merci en Algérie (1954-1961) ont de même déplacé la moitié de la population rurale. Après l'indépendance de 1962, cette masse déracinée envahit les villes. Alger a vu sa population tripler sous l'arrivée massive d'immigrants pauvres qui s'entassèrent dans des bidonvilles de tôle ondulée ou, quand ils le pouvaient, dans les logements laissés vacants par la fuite de 900 000 colons. L'accent initialement porté par le nouveau régime sur le modèle soviétique de développement de l'industrie lourde et le relatif abandon de l'agriculture de subsistance renforcèrent l'exode rural. Alger se transforma très rapidement en une ville gravement surpeuplée, l'essentiel de sa population étant entassée dans des logements anciens dangereusement vétustes. Des dizaines de vieilles maisons de la casbah se sont purement et simplement effondrées, tuant souvent leurs habitants. Parallèlement, les bidonvilles "socialistes" ont continué de s'étendre à la périphérie et le long des axes principaux.

En Iran, des centaines de milliers de travailleurs et artisans sans emploi migrèrent vers Téhéran au milieu des années 1970 pour y chercher du travail dans les briqueteries et sur les chantiers de construction, pour finir par se retrouver au chômage à partir de 1976. Leur désillusion et leur colère furent bientôt le ferment de la révolution islamique. Révolution qui, à son tour, ouvrit un espace exceptionnel pour le développement des bidonvilles. "Tandis que les révolutionnaires défilaient dans les rues des grandes villes, explique Asef Bayat, les très pauvres travaillaient à accroître leur emprise sur les communautés et à étendre les terrains soumis à (mauvaise) construction." Après la fuite du Shah, par ailleurs, "les familles pauvres profitèrent de l'effondrement des services de police pour annexer des centaines de logements vacants et autres immeubles inachevés, qu'ils réaménagèrent en se les appropriant".

En Afrique subsaharienne, la campagne commença à se déverser dans les villes peu après l'indépendance. (...) Ainsi, au Zaïre, le président Mobutu dénonça régulièrement "les dangers du développement urbain hypertrophique, et ses fléaux consubstantiels que sont le chômage et la criminalité" tout en continuant à pressurer la campagne de manière si brutale que les paysans n'avaient guère d'autre choix que de fuir vers les zones urbaines. Mais le prétendu "favoritisme urbain" du développement africain ne profita guère aux nouvelles masses urbaines - de fait, alors que les élites postcoloniales et les armées s'engraissaient sur le dos de la campagne, la fourniture des villes en infrastructures et en services se détériora rapidement.

En Amérique latine, à la même époque, le renversement des dictatures créa des ouvertures temporaires pour l'appropriation et le squattage de terrains, en même temps que les puissantes rivalités partisans et la menace de révolution qu'elles impliquent offraient épisodiquement aux immigrants urbains la possibilité d'échanger leurs bulletins de vote contre des terrains et des infrastructures. Au Venezuela, selon une étude récente, "les années cruciales pour la formation des *barrios* de Caracas sont les années 1958-1960". (...) La rude compétition à laquelle, dans leur chasse aux voix, se livrèrent les deux grands partis politiques - Action démocratique (AD, centre gauche) et Copei (Comité pour des élections indépendantes) - ouvrit grand les vannes (que Perez Jimenez avait tenté de fermer) de l'expansion explosive des *barrios* informels sur les collines entourant la ville. Caracas et

d'autres villes vénézuéliennes vont alors croître à un rythme africain : au cours des années 1960, le pays passa de 30% de population urbaine à 30% de population rurale.

Une génération après la chute des barrières qui, ailleurs, limitaient l'afflux de populations rurales et l'urbanisation sauvage, la Chine commença à assouplir son contrôle sur la croissance urbaine au début des années 1980. Du fait de l'existence d'un immense réservoir de main-d'œuvre paysanne sans emploi (dont la moitié de la population active du Sichuan, d'après le journal *People's Daily*), le relâchement de la digue bureaucratique produisit un véritable "raz-de-marée paysan". L'immigration légale était submergée par un énorme flot d'immigrants clandestins, ou "flottants". Sans permis de résidence familiale en règle, donc privée de la citoyenneté officielle qu'il confère, cette gigantesque masse de paysans pauvres (dont le nombre est aujourd'hui estimé à 100 millions) n'avait plus légalement accès aux services ni aux logements sociaux. Elle devint au contraire le combustible humain ultra bon marché des *sweatshops* pour l'export du delta de la Rivière des perles et des chantiers de construction de Shanghai et Pékin, tout en se logeant elle-même dans des cabanes de fortune et des appartements surpeuplés à la périphérie des villes. En revenant en Chine, le capitalisme a apporté avec lui le bidonville urbain sordide.

Enfin, à la fin des années 1980, les dirigeants sud-africains, confrontés aux soulèvements de bidonvilles les plus importants de l'histoire mondiale (les mouvements "civiques" des *townships* noirs), ont été forcés d'abolir le système dictatorial des contrôles - d'abord la *Pass Law* en 1986, puis le *Group Areas Act* en 1991 - qui limitaient jusqu'alors l'immigration urbaine et la résidence en ville. (...) Rian Malan décrit ainsi l'impact que cela a eu sur la métropole du Cap, où la population noire a fait plus que tripler entre 1982 et 1992 : (...) (Ils arrivaient au rythme de quatre-vingt, quatre-vingt-dix familles par jour, et construisaient leurs logements à mains nues, avec des poteaux de bois, des plaques de tôle ondulée, des bouts de trucs et de machins récupérés dans les décharges de la ville, et des sacs-poubelle pour se protéger de la pluie. En deux ans, les dunes de sable finirent par disparaître sous un immense océan de cahutes et de masures, aussi densément bâti qu'une ville médiévale, et peuplé de personnages fantastiques - contrebandiers, gangsters, prophètes, rastafariens, trafiquants d'armes et magnats de la marijuana -, plus près d'un million de travailleurs ordinaires."

Fidel Castro avait promis aux Cubains une révolution qui appliquerait le droit au logement décent garanti par la Constitution progressiste de 1940. En 1958, près d'un tiers des Cubains vivait dans des bidonvilles ou des camps de squatteurs. Et les premières années dorées de la révolution ont effectivement été marquées par un gigantesque effort national pour reloger les pauvres, même s'il apparaît, rétrospectivement, que nombre des programmes alors mis en œuvre n'ont été que de piètres adaptations du modernisme. Bien que l'engagement du Cuba révolutionnaire pour un "nouvel urbanisme" ait été avant-gardiste, l'idéal d'un droit au logement universel n'était pas unique dans le tiers monde de la fin des années 1950 et du début des années 1960 : Nasser, Nehru et Sukarno promettaient eux aussi de reconstruire les bidonvilles et de créer un nombre faramineux de nouveaux logements. (...) L'Algérie révolutionnaire vota des lois garantissant la gratuité et l'universalité des soins de santé et de l'éducation, en même temps que l'octroi d'allocations logement aux urbains les plus pauvres. Les États africains "socialistes", à commencer par la Tanzanie au début des années 1960, avaient tous, au début, des programmes ambitieux pour reloger les habitants des bidonvilles dans de nouveaux logements bon marché.

Près d'un demi-siècle plus tard, le programme de logement progressiste de Cuba n'avance plus qu'à la vitesse d'un escargot à cause des mesures d'austérité de la "Période Spéciale" consécutive à l'effondrement de l'URSS, et la situation en matière de logement est très en retard par rapport aux impressionnantes réussites en matière de santé et d'éducation. Exception faite des cas particuliers que sont Hong Kong et Singapour, la Chine fut le seul pays en voie de développement à construire, dans les années 1980 et 1990, d'énormes quantités de logements collectifs décentes.

Les gouvernements avaient (...) déjà commencé à abandonner tout rôle social dans le tiers monde avant que les PAS (plans d'ajustement structurel) n'y sonnent le glas de l'État-providence.

Pendant ce temps, l'"usurpation" - pour reprendre le terme employé par les experts de la question du logement - par les classes moyennes des logements publics ou subventionnés par l'État est devenue un phénomène quasiment universel. (...) Bien qu'elle n'ait pas connu l'élan révolutionnaire de l'Algérie, la Tunisie a elle aussi développé d'importants programmes de logements subventionnés, dont 75% restaient cependant inabordable pour les pauvres, qui s'entassèrent dans les vastes bidonvilles de Tunis que sont, par exemple, Ettadhamen, Mellassine et Djebel Lahmar.

Calcutta, où le Front de gauche arriva au pouvoir à la fin des années 1970, devrait offrir un tableau différent dans la mesure où le Parti communiste indien (marxiste) faisait depuis longtemps campagne pour la "libération" des habitants des bidonvilles. Avec le temps, cependant, les promesses initiales de relogement des pauvres ont été oubliées au profit de la séduction électorale des classes plus privilégiées. "On continue, dit l'écrivain Frederic Thomas, à se fendre de quelques mots en faveur des pauvres, mais la plus grosse partie du budget est dépensée pour la satisfaction des besoins des classes moyennes et supérieures. Seuls 10% des investissements de l'Agence de développement urbain de Calcutta sont consacrés à la rénovation des *bustees*."

Au Vietnam aussi (...), "l'accès au logement étatique ou municipal, écrivent les chercheurs Nguyen Duc Nhuan et Kosta Mathéy, est en grande partie réservé aux fonctionnaires et aux membres de l'armée, qui ont statutairement droit à un appartement de trois pièces, qu'ils sous-louent fréquemment, quand ils ne les occupent pas eux-mêmes, pour arrondir leurs fins de mois."

Le Nigéria clamait naguère bruyamment qu'il utiliserait la croissance exponentielle de sa rente pétrolière pour reloger ses urbains pauvres, mais ses 3^e et 4^e Plans de développement nationaux se sont transformés en de piètres mascarades de leurs ambitieuses promesses : moins d'un cinquième des logements planifiés ont été effectivement construits, et la plupart ont été attribués à des gens autres que les pauvres.

À Mexico, où, pendant les années 1980, le marché officiel du logement ne pouvait satisfaire qu'un quart des besoins, le logement est massivement subventionné pour les familles de militaires, de fonctionnaires et les membres de quelques syndicats puissants, comme celui des travailleurs du pétrole, mais les foyers très pauvres ne reçoivent que quelques miettes d'aide étatique. (...) À Lima, de même, la plupart des logements publics ou subventionnés sont accaparés par des membres des classes moyennes ou des fonctionnaires.

La responsabilité de cette situation revient en partie au FMI qui, dans son rôle de chien de garde financier du tiers monde, prône partout la mise en place de systèmes de calcul dégressif des droits et des charges liés à l'usage des services publics, sans jamais exiger d'efforts parallèles en matière de taxation de la fortune, de la consommation notoirement excessive ou de la propriété.

Même quand les pauvres qui habitent dans les bidonvilles ont le droit de vote, ils peuvent rarement s'en servir pour obtenir des redistributions conséquentes des dépenses et des ressources fiscales. (...) À quelques exceptions près, donc, l'État postcolonial a complètement trahi ses premières promesses aux pauvres des villes. Il existe un consensus parmi les chercheurs spécialisés dans les problématiques de la ville pour dire que les logements publics et sociaux du tiers monde ont d'abord et avant tout profité aux classes moyennes et aux élites urbaines, qui entendent payer de faibles taxes tout en bénéficiant de services municipaux de bonne qualité.

4 Illusions de l'autonomie

Dans les années 1970, alors que les gouvernements du tiers monde abandonnaient la lutte contre les bidonvilles, les institutions de Bretton Woods - avec le FMI dans le rôle du "flic méchant" et la Banque mondiale dans le rôle du "flic gentil" - ont progressivement assumé des fonctions décisionnelles de plus en plus importantes dans la définition des paramètres de la politique du logement. Le montant des prêts de la Banque mondiale destinés au développement urbain est passé de seulement 10 millions de dollars en 1972 à plus de 2 milliards de dollars en 1988. Et, entre 1972 et 1990, la Banque contribua au financement d'un total de 116 programmes de lotissements viabilisés et/ou de rénovation de bidonvilles dans 55 pays différents. Par rapport aux besoins, ce n'était bien sûr qu'une goutte d'eau dans l'océan - mais cette goutte d'eau conféra à la Banque mondiale un pouvoir immense sur les politiques urbaines nationales, tout en lui offrant des relations de patronage direct sur les communautés locales des bidonvilles et les ONG.

Aux réformes structurelles imposées d'en haut, telles qu'elles avaient été mises en œuvre dans les démocraties sociales européennes d'après-guerre, puis prônées par les dirigeants nationalistes révolutionnaires de la génération des années 1950, la nouvelle doxa des années 1970 et du début des années 1980 préféra un État qui se faisait "fournisseur de moyens" pour les pauvres en s'alliant d'abord avec les donateurs internationaux, puis avec les ONG. Dans sa formulation originale, la nouvelle philosophie de la Banque mondiale, influencée par les idées de l'architecte anglais John Turner, insista sur l'approche consistant à fournir des "lotissements viabilisés" (terrassment, eau, électricité) pour aider à rationaliser et à améliorer le logement autonome. À la fin des années 1980, cependant, la Banque mondiale était devenue la championne de la privatisation généralisée en matière de fourniture de logement, et, bientôt, le plus puissant des porte-voix institutionnels des programmes de Hernando de Soto, l'économiste péruvien qui prône des solutions à la pauvreté urbaine fondées sur le développement de la microentreprise.

"L'idée, poursuit Cedric Pugh, était de rendre le logement abordable pour les foyers à faible revenus sans passer par le versement de subventions, à l'opposé de l'approche prônant la construction de logements publics lourdement subventionnés." Dans le grand emballement pour l'idée d'"aider les pauvres à s'aider eux-mêmes", on porta alors peu d'attention publique à la gigantesque réduction budgétaire qu'impliquait cette canonisation du bidonville par la

Banque mondiale. Louer la praxis des pauvres est devenu un écran de fumée derrière lequel cacher le reniement des engagements historiques de l'État dans la lutte en faveur des pauvres et des sans-abris. "En mettant en avant le talent, le courage et les capacités des pauvres des bidonvilles à se débrouiller tout seuls, écrit Jeremy Seabrook, on a ouvert la voie à l'abandon par l'État et les gouvernements locaux de leur rôle d'intervention et de soutien."

Plus important, le coût des prêts de la Banque mondiale - intégré dans le cadre d'un durcissement du dogme néolibéral - entraîna concrètement l'exclusion des plus pauvres des pauvres de ce marché des prêts destinés à soutenir la construction autonome. (...) De plus, même les projets les plus ambitieux et les plus attendus de la Banque mondiale ont eu tendance à être usurpés par les classes moyennes et les non-nécessiteux exactement comme l'avaient été les logements publics. Les Philippines, pays pilote pour la nouvelle stratégie planétaire de la Banque mondiale, constitue un cas d'école célèbre. Travaillant en collaboration avec la dictature de Marcos, les experts de la Banque ont identifié 253 sordides "zones de développement prioritaire", au premier rang desquelles figuraient les vastes bidonvilles du front de mer de Tondo, dans l'agglomération métropolitaine de Manille. Mais "les investissements, affirme Erhard Berner, n'ont fait qu'être directement récupérés par les promoteurs immobiliers et l'industrie du bâtiment". (...) Au bout du compte, dit Brener, les efforts héroïques de la Banque mondiale à Manille laisseront la plupart des bidonvilles visés "aussi surpeuplés et décatis que jamais". À Bombay, autre laboratoire proclamé et acclamé de la Banque mondiale, on promet un programme de rénovation des bidonvilles de très grande ampleur (affectant 3 millions de personnes), mais les résultats furent là aussi négligeables. (...) De même, dans un autre programme de lotissements viabilisés à Lusaka, seules 20% des parcelles revinrent au groupe cible, et les mêmes résultats piteux ont été obtenus à Dakar.

De fait, la révolution des ONG - il en existe aujourd'hui des dizaines de milliers dans les villes du tiers monde - a remodelé le paysage de l'aide au développement urbain d'une manière assez comparable à celle dont la guerre contre la pauvreté, dans les années 1960, avait transformé les relations entre Washington, les machines politiques des grandes villes et les circonscriptions révoltées des centres-villes. À mesure que l'État a perdu son rôle d'intermédiaire, les grandes institutions internationales se sont implantées de plus en plus solidement, à travers des ONG dépendantes, dans des milliers de bidonvilles et autres quartiers typiques. Typiquement, un prêteur-donateur international comme la Banque mondiale, le Département britannique pour le développement international, la Fondation Ford, ou la Fondation allemande Friedrich Ebert travaillent par l'entremise d'une grande ONG qui, à son tour, fournit son expertise à une ONG locale ou aux bénéficiaires autochtones. Ce système de coordination et de financement à étages est en général présenté comme ce qui se fait de mieux en matière de "délégation de pouvoir", de "synergie" et de "gouvernance participative".

Bien que certains anciens critiques aient applaudi ce "tournant participatif" pris par les ONG, ses véritables bénéficiaires semblent être les grandes ONG elles-mêmes plutôt que les habitants des bidonvilles. Dans une synthèse des études récentes, dont un rapport important produit par le Panos Institute de Londres, Rita Abrahamsen conclut que, "loin de déléguer le pouvoir à la "société civile", le processus d'élaboration du DSRP (Document de stratégie de réduction de la pauvreté) a renforcé la position d'un petit "triangle de fer" homogène d'experts transnationaux travaillant dans des ministères clés (notamment ministère des Finances), des agences de développement multilatéral et bilatéral et des ONG internationales".

Les véritables relations de pouvoir au sein de ce nouvel univers des ONG ressemblent à s'y méprendre au bon vieux clientélisme. De plus, tout comme les associations locales parrainées par la guerre contre la pauvreté dans les années 1960, les ONG tiers-mondistes se sont révélées très efficaces dans leur stratégie de mainmise sur le pouvoir local et l'espace social traditionnellement occupé par la gauche. Même s'il existe de très belles exceptions - incarnées par exemple par le travail des ONG à l'origine des forums sociaux mondiaux -, l'impact général de la "révolution de la société civile" et des ONG, comme le reconnaissent même certains chercheurs de la banque mondiale, aura été la bureaucratisation et la déradicalisation des mouvements sociaux urbains.

L'architecte Ruben Gazzoli se plaint de ce que les ONG monopolisent l'expertise professionnelle et les rôles d'intermédiaires exactement comme le faisaient les machines politiques traditionnelles. Lea Jellinek, une historienne du social qui a passé plus d'un quart de siècle à étudier les pauvres de Jakarta, décrit à son tour comment, après avoir "vu le jour sous la forme d'un petit projet ancré dans la réalité locale et animé par les besoins et les capacités des femmes locales", une célèbre ONG, spécialisée dans le microcrédit de proximité, s'est transformée, façon Frankenstein, en une "grande et complexe bureaucratie technocratique où les décisions sont prises en haut et appliquées en bas (...) moins responsable devant sa base pauvre, que par ailleurs elle aide moins".

Écrivant à propos de Calcutta, Frederic Thomas considère que "les ONG sont par ailleurs intrinsèquement conservatrices. Elles sont dirigées par des hauts fonctionnaires et des hommes d'affaires à la retraite, et animées, plus bas dans leurs hiérarchies, par des travailleurs sociaux, des chômeurs éduqués, des femmes au foyer et autres citoyens dépourvus de liens réels avec les bidonvilles". Le vétéran du militantisme pour le droit au logement P.K. Das formule une critique encore plus sévère des ONG qui s'occupent des bidonvilles : "Elles n'ont cessé de subvertir, désinformer et démoraliser les gens afin qu'ils se tiennent à l'écart de toute lutte des classes. Elles adoptent et propagent la pratique qui consiste à mendier des faveurs et s'appuyant sur la pitié et l'humanitarisme au lieu de faire prendre conscience aux opprimés des droits qui sont les leurs. Concrètement, ces agences et ces organisations interviennent systématiquement pour s'opposer à la voie émeutière lorsque des individus la choisissent pour obtenir satisfaction de leurs demandes. Elles travaillent constamment à divertir l'attention des gens des plus importants méfaits politiques de l'impérialisme, en la focalisant sur des problèmes purement locaux et en empêchant ainsi les gens de faire clairement la distinction entre leurs ennemis et leurs amis."

Gita Verma décrit les ONG comme des intermédiaires "d'une nouvelle classe" qui, avec la bénédiction des organisations philanthropiques étrangères, usurpent la parole authentique des pauvres. Elle raille la Banque mondiale et son paradigme d'amélioration des bidonvilles qui entérine l'existence du bidonville comme une réalité éternelle, ainsi que les mouvements anti-expulsion qui refusent de se faire porteurs de revendications plus ambitieuses. Le "droit de rester, dit-elle, est un piètre privilège. (...) Il empêchera peut-être tel ou tel bulldozer de passer, mais, pour le reste, il se contente pour l'essentiel de remplacer l'étiquette "problème" par l'étiquette "solution", avec un enrobage de jargon créatif en petits caractères". "Sauver le bidonville, ajoute-t-elle en faisant spécifiquement référence à Delhi, signifie accepter l'injustice que constitue le fait qu'un quart à un cinquième de la population de la ville vit sur à peine 5% de sa superficie."

Les ONG, note l'écrivain Arundhati Roy, "finissent par fonctionner comme des soupapes de Cocotte-Minute. Elles détournent et subliment la colère politique, et font tout pour que celle-ci n'explose pas".

De Soto, grand messie du capitalisme populaire, ne propose en pratique rien d'autre que ce pour quoi la gauche latino-américaine ou le Parti communiste (marxiste) indien à Calcutta se battent depuis longtemps : la sécurité de la jouissance de leur logement pour les habitants clandestins. Mis, comme le souligne Geoffrey Payne, expert en propriété foncière, la régularisation des titres de propriété est une arme à double tranchant. "Pour les propriétaires, elle représente l'admission officielle dans le giron de la cité légale, et offre la possibilité de réaliser des avoirs spectaculairement valorisés. Mais les locataires, ou ceux qui sont trop pauvres pour payer les taxes supplémentaires que la régularisation implique d'ordinaire, risquent de se voir irrémédiablement exclus de la course au logement." En d'autres termes, l'octroi de droits de propriété accélère le processus de différenciation sociale au sein du bidonville et ne fait rien pour aider les locataires, qui représentent dans les faits la majorité de la population pauvre de la plupart des villes.

Peter Ward confirme le fait que l'octroi de droits de propriété - ou, plutôt, leur "régularisation" - aura été un bienfait mitigé pour les *colonos*. "Ce processus ne vise plus simplement à accorder des droits de propriété officiels aux pauvres, mais, de plus en plus, à les incorporer dans l'assiette fiscale." Les bénéfices tirés de la possibilité de jouir d'un logement en tant que parent légal sont contrebalancés par une visibilité nouvelle au regard de l'administration fiscale et des prestataires des services municipaux. La régularisation mise également la solidarité au sein des *colonias* en individualisant le combat pour le logement et en faisant naître chez les propriétaires régularisés des intérêts personnels différents de ceux des autres résidents du bidonville.

Cela s'est produit même à Sao Paulo, où le Parti des Travailleurs (PT), au pouvoir depuis 1989, s'est efforcé de régulariser et de réhabiliter l'"immense ville illégale" des pauvres. Bien que les réformes du PT aient produit quelques résultats admirables, Suzana Taschner, qui en a méticuleusement étudié l'impact sur le terrain, y décèle également des effets négatifs : "Malheureusement, la réhabilitation consolide le marché parallèle de l'immobilier dans la *favela*. Les terrains comme les maisons deviennent des biens de consommation, et les prix flambent. "L'un des effets de ce processus est l'apparition de ce que Taschner appelle "le bidonville dans la *favela*", quand les logis des squatteurs sont remplacés par de piteux *cortiços* divisés en appartements d'une seule pièce loués aux plus pauvres des pauvres.

Les exploiters de taudis sont bien sûr une plaie ancienne, et leurs avatars actuels n'ont sans doute rien à envier à leurs ancêtres du 19^{ème} siècle. Dans son analyse de l'économie politique de l'East End londonien (le plus grand bidonville du monde de l'ère victorienne), l'historien Gareth Stedman Jones a décrit le cercle vicieux de la démolition des taudis, de l'augmentation des prix des loyers, du surpeuplement et de la maladie. "Les vrais gros profits, écrivait-il, ne découlaient pas d'investissements effectués dans le boom de l'immobilier des banlieues, mais dans le boom des loyers exorbitants extorqués aux locataires pauvres du centre."

Il en va de même pour le Naples (alors baptisée " la Calcutta européenne") du tournant des 19^è et 20^è siècles : les observateurs contemporains s'ébaubissaient devant le miracle consistant à tirer des loyers sans cesse croissants de *fondaci* et *locande* de plus en plus

pauvres et de plus en plus miséreux. Dans son extraordinaire étude de Naples, Frank Snowden écrit : " À la fin du (19è) siècle, les loyers avaient quintuplé tandis que les habitants de la ville s'étaient appauvris. Ironie supplémentaire : les pièces les plus sordides des quartiers de taudis les plus pauvres généraient les loyers les plus élevés au mètre carré. Comme ces pièces étaient les moins chères en termes absolus, elles suscitaient la plus forte demande. Malheureusement, la demande pour les taudis augmentait parallèlement à la pauvreté, ce qui donnait un élan supplémentaire à la spirale ascendante des loyers dont étaient victimes les moins capables de payer."

Dans leur étude pionnière, les deux chercheurs allemands (Hans-Dieter Evers et Rüdiger Korff) ont découvert que, dans seize villes d'Asie du Sud, les 5% les plus riches des propriétaires possédaient en moyenne 53% des terrains, alors que cette même tranche supérieure de 5% des propriétaires ne possédaient que 17% des terrains dans les villes allemandes. (...) Cette tendance à l'apparition de *latifundia* urbains s'ancre en outre de manière perverse dans la crise et le déclin de l'économie productive.

Les effets croisés de la crise de la dette, de l'inflation galopante et des thérapies de choc imposées par le FMI à la fin des années 1970 ont fait perdre aux investissements dans les industries nationales et dans l'emploi public une bonne part de leur caractère attractif. Les programmes d'ajustement structurel, à leur tour, ont détourné l'épargne nationale des secteurs industriel et social vers la spéculation foncière.

Alors même que l'agglomération du Caire a doublé sa superficie en l'espace de cinq ans et que de nouvelles banlieues s'étirent vers l'ouest jusque dans le désert, la crise du logement demeure sévère : les nouveaux logements sont trop chers pour les pauvres, et la plupart d'entre eux sont vacants parce que leurs propriétaires sont partis travailler en Arabie saoudite ou dans le Golfe. "Plus d'un million d'appartements sont vides, écrit Jeffrey Nedoroscik, (...) il n'y a pas de pénurie de logements *stricto sensu*. En fait, Le Caire regorge d'immeubles à moitié vides."

"Dacca, la mégapole la plus pauvre de la planète, explique Ellen Brennan, a connu une spéculation foncière urbaine intensive. Environ un tiers de l'argent envoyé par les expatriés a été consacré à l'achat de terrains. Les prix du foncier ont augmenté de 40% à 60% plus vite que ceux des autres biens et services, et sont désormais totalement déconnectés des niveaux de revenus." Colombo offre un autre exemple de ce phénomène en Asie du Sud, où les prix de l'immobilier ont été multipliés par 1000 au cours des années 1970 et 1980, repoussant un très grand nombre de résidents urbains pauvres, souvent âgés, vers les zones périurbaines.

Les taudis surpeuplés et mal entretenus sont en outre souvent plus rentables au mètre carré que les autres types d'investissement immobilier. Au Brésil, où une grande partie de la classe moyenne loue des logements aux pauvres, le simple fait de posséder quelques taudis (*çorticós*) permet à de nombreux employés et cadres moyens de se hisser dans la catégorie des gens qui peuvent s'offrir un mode de vie digne de Copacabana. Des chercheurs d'ONU-Habitat ont été surpris de découvrir que "les loyers dans les *çorticós* sont environ 90% plus chers que sur le marché légal".

Les bidonvilles de Nairobi sont de vastes exploitations locatives intensives possédées par les politiciens et la classe moyenne supérieure. Bien que la plupart des logements locatifs privés soient "dépourvus de toute base légale (...) des liens de propriété existent cependant (*grâce à un système politique corrompu*) *de facto*".

À Bamako, au Mali, où terrains municipaux et propriétés privées coexistent, la périphérie de la ville était censée être subdivisée, en fonction des besoins, selon les lois coutumières, par et pour les chefs de famille. Mais, comme à Karachi, la nouvelle caste des bureaucrates détourna le système. "Les deux tiers des parcelles allouées, note le chercheur August van Westen, ont servi à des opérations de revente spéculative plutôt qu'au logement de la famille du propriétaire. Le problème est que la coexistence de deux modes d'allocation des terrains - un système public naguère égalitaire, fondé sur la subdivision en parcelles, et un marché de nature strictement marchande portant sur les titres de propriété déjà enregistrés - a créé un contexte dans lequel il est relativement aisé de faire des profits considérables."

Au bout du compte, même le squattage peut constituer une stratégie clandestine dans la manipulation des prix du foncier à laquelle se livrent les élites. Dans une étude sur Lima dans les années 1970, le géographe Manuel Castells a décrit la manière dont les propriétaires terriens utilisent les squatteurs comme des pionniers urbains. "Les propriétaires terriens et les entrepreneurs privés ont très souvent instrumentalisé les squatteurs pour faire entrer de force certains terrains dans le marché de l'immobilier, en obtenant des autorités qu'elles y fassent installer quelques infrastructures de base pour les squatteurs, ce qui fait monter leur valeur et ouvre la voie à de profitables opérations de construction. Dans un second temps, on expulse les squatteurs des terrains qu'ils occupaient, les forçant ainsi à tout recommencer ailleurs, à la périphérie d'une ville qui s'est étendue grâce à leurs efforts."

La fin de l'âge d'or du squattage - de l'occupation sauvage gratuite ou à faible coût de terrains urbains périphériques - avait déjà clairement sonné en 1990. Elle Bennan répéta cette mise en garde (...) : "De nombreuses alternatives naguère ouvertes aux personnes à faibles revenus, comme l'occupation de terrains publics désaffectés, disparaissent rapidement en même temps que l'accès aux terrains périphériques est de plus en plus contrôlé. De fait, les terres vierges des marges urbaines sont de plus en plus réunies et développées par des entrepreneurs privés, de manière légale ou illégale."

Partout, les intérêts locaux les plus puissants - gros entrepreneurs, politiciens et juntes militaires - se sont positionnés pour tirer profit des ventes de terrains aux migrants pauvres ainsi qu'aux salariés urbains. Une étude de la propriété terrienne à la périphérie de Jakarta révéla ainsi que "de vastes étendues de terrains, notamment dans la région montagneuse de Priangan, ont changé de mains et appartiennent désormais à des généraux de l'armée indonésienne et à leurs familles, à de hauts fonctionnaires, à d'autres membres de la classe supérieure indonésienne".

En Chine, comme nous l'avons vu, la marge urbaine est devenue l'arène d'un vaste combat social inégal entre les autorités urbaines et les paysans pauvres. Face à l'appétit insatiable des instances de développement urbain en quête de nouveaux terrains où construire des zones industrielles et commerciales et des banlieues résidentielles, les paysans sont expulsés avec un minimum d'égards et de compensations ; de même, les quartiers ouvriers traditionnels et les villages sont régulièrement rasés pour laisser place à des programmes plus haut de gamme, souvent pour le plus grand profit de responsables et autres dirigeants du Parti corrompus. Lorsque les autochtones s'opposent à ce processus, on leur envoie la police paramilitaire et ils finissent souvent en prison.

La restriction ou la disparition des possibilités de logement hors marché sur les franges urbaines ont à leur tour de gigantesques répercussions sur la stabilité des villes pauvres. la

conséquence la plus spectaculaire à court terme a été l'explosion - en synchronisation parfaite avec l'augmentation du nombre de locataires payants - de la densité de population dans les bidonvilles du tiers monde ; l'agent moteur de cette compression est l'inflation des prix du foncier dans un contexte de stagnation ou de déclin de l'emploi formel.

De fait, Dharavi (Bombay) affiche des densités de population maximales plus de deux fois supérieures à celles de New York ou Bombay au 19^e siècle, que Roy Lubove considérait comme "les lieux les plus surpeuplés de toute la planète" à la fin de l'époque victorienne. Cette implosion de la population urbaine sous l'effet des arrivées continues et d'un entassement toujours plus grand défie l'entendement. Dans les *bustees* de Calcutta, par exemple, chaque pièce occupée va jusqu'à abriter en moyenne 13,4 personnes.

Les *favelas* de Rio, parallèlement, sont actuellement en train de se "verticaliser" à grande vitesse sous l'effet de la pénurie de terrains occupables et d'une croissance corrélative de la demande de chambres à louer. "Nous observons à côté de la périphérisation des *favelas* de Rio, écrit Suzana Taschner, une verticalisation des secteurs les plus anciens, où naissent des immeubles de cinq ou six étages, souvent destinés à la location."

5 Haussmann sous les tropiques

"Ce n'est semble-t-il pas à cause de la pauvreté urbaine
que les bidonvilles existent,
mais à cause de la richesse urbaine."
Gita Verma

Les inégalités urbaines du tiers monde sont visibles même de l'espace : la reconnaissance par satellite de Nairobi montre que plus de la moitié de la population vit sur seulement 18% de la superficie de la ville. Cela implique, évidemment, des contrastes phénoménaux en matière de densité de population. "À Nairobi, l'une des villes les plus inégalitaires de la planète, écrit le journaliste Jeevan Vasagar dans le *Guardian*, le gouffre entre les riches et les pauvres s'illustre de façon frappante dans l'apparence des différents quartiers. D'après le recensement de 1999, la banlieue boisée de Karen abrite moins de 360 habitants au kilomètre carré ; certaines zones de Kibera comptent plus de 80 000 personnes pour la même surface."

D'après certains géographes urbains, Bombay détient peut-être le record en la matière : "Alors que les riches possèdent 90% de la terre et vivent dans un environnement confortable et aéré, les pauvres vivent les uns sur les autres sur 10% de l'espace."

Dans tout le tiers monde, les élites postcoloniales ont hérité des traces concrètes des villes coloniales ségréguées, avant de les reproduire avec avidité. Malgré leur rhétorique de libération nationale et de justice sociale, elles ont adapté, avec une grande détermination, le zonage racial de l'époque coloniale pour défendre leurs propres privilèges de classe et les avantages afférents en termes d'espace. Comme on pouvait s'y attendre, l'Afrique subsaharienne en constitue l'exemple extrême.

À Accra, écrit Kwadwo Konadu-Agyemang, "les membres de l'élite indigène reprirent (après l'indépendance) les "postes européens" et tous les avantages qu'ils conféraient, et non seulement maintinrent le *statu quo*, mais créèrent, par le biais du zonage et autres mécanismes

d'aménagement de l'espace, plusieurs nouvelles zones résidentielles huppées accessibles selon les critères de revenu, de statut social et de pouvoir". De même, à Lusaka, le plan colonial de la ville a constitué la base d'une ségrégation presque totale, après l'indépendance, entre les hautes personnalités de l'État et autres membres des professions libérales et leurs compatriotes plus pauvres.

Nandini Gooptu a montré, pour les villes de l'Inde en général, comment les classes moyennes du parti du Congrès, "socialiste", - qui ne cessait, dans les années 1930 et 1940, d'exalter les *garib jatana* (les gens pauvres ordinaires) de manière abstraite -, sont devenues, après l'indépendance, les gardiens enthousiastes acharnés du plan colonial d'exclusion urbaine et de ségrégation sociale.

La ségrégation urbaine n'est pas un *statu quo* figé, mais bien plutôt une guerre sociale incessante dans laquelle l'État intervient régulièrement au nom du "progrès", de l'"embellissement", voire de la "justice sociale pour les pauvres", pour redéfinir les frontières spatiales à l'avantage des propriétaires terriens, des investisseurs étrangers, de l'élite des foyers propriétaires de leur logement et des banlieusards de la classe moyenne. Comme dans le Paris des années 1860, sous le règne fanatique du baron Haussmann, l'aménagement urbain vise toujours à maximiser tout à la fois les profits privés et le contrôle social. L'ampleur des déplacements de populations qui ont lieu actuellement est gigantesque : chaque année, dans le tiers monde, plusieurs centaines de milliers, voire des millions de pauvres - locataires légaux comme squatteurs clandestins - sont expulsés de leur quartier de résidence. Ce processus fait que les urbains pauvres sont des nomades, "des résidents en transit, en état de déménagement perpétuel" (l'urbaniste Tunde Agbola décrit ainsi le sort qui leur est réservé dans son Lagos natal). Et, ils sont, comme les sans-culottes expulsés de leurs anciens quartiers par Haussmann - selon la célèbre apostrophe de Blanqui - "las des grandeurs homicides (...) (*de*) ces immenses remuements de pierres par la main du despotisme". Ils sont également exaspérés par le vieux discours de la modernisation qui les définit comme des "obstacles humains" (pour reprendre l'expression employée par les autorités de Dakar qui expulsèrent 90 000 résidents des bidonvilles du centre dans les années 1970).

Dans les grandes villes du tiers monde, le rôle répressif et panoptique d'"Haussmann" est très généralement tenu par des agences de développement conçues à cet effet ; financées par des prêteurs étrangers comme la Banque mondiale et protégées contre les veto locaux, leur mandat est de dégager, bâtir et protéger des îlots de cybermodernité au milieu des besoins urbains non satisfaits et du sous-développement général. (...) La capitale indienne offre une confirmation brutale de la thèse de Jeremy Seabrook selon laquelle "le mot "infrastructure" est le nouveau nom de code pour désigner le rasage sans ménagement des fragiles abris des pauvres". S'étendant à Delhi le long de la Yamuna River, Yamuna Pushta est un *jhuggi* (bidonville) vaste et très pauvre abritant 150 000 résidents, notamment des réfugiés musulmans du Bengale. En dépit des manifestations et des émeutes, les autorités ont commencé à procéder au nettoyage de cette zone en 2004, pour faire place à une promenade et à des équipements touristiques en bordure de rivière. (...) Nous devons dépenser au moins la moitié de ce que nous gagnons pour payer nos allers-retours entre notre logement et notre travail, déclarent les expulsés à un (...) journaliste.

Dans la Calcutta dirigée par les communistes, par exemple, les squatteurs ont été expulsés chaque fois qu'il a fallu dégager de l'espace pour des lotissements destinés aux classes moyennes. Comme le souligne l'urbaniste Ananya Roy, "la frontière territoriale de la région de Calcutta a fini par être marquée par des cycles continuels d'implantations,

expulsions, nouvelles implantations". De même, en Angola, le régime du parti naguère "marxiste" MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) ne fait preuve d'aucun état d'âme lorsqu'il expulse des milliers de pauvres habitants des taudis de Luanda.

Quelques expulsions de bidonvilles célèbres

| année(s) | ville | nombre de résidents expulsés |
|-----------|---------|------------------------------|
| 1988 | Séoul | 800 000 |
| 1995-1996 | Rangoon | 1 000 000 |
| 2001-2003 | Jakarta | 500 000 |
| 2005 | Hararé | + de 750 000 |

Mais c'est sans aucun doute en Chine - dans cet État toujours présumé "socialiste" qui laisse les machines à croissance urbaine déplacer par millions ses anciens héros historiques - que se jouent les contradictions les plus incroyables entre l'idéologie résiduelle et la pratique actuelle. Dans un article très stimulant dans lequel ils comparent les récentes opérations de réaménagement des centres-villes en RPC (République populaire de Chine) aux programmes de rénovation urbaine des États-Unis au tournant des années 1950-1960, Yan Zhang et Ke Fang affirment que Shanghai a procédé au relogement forcé de plus de 1,5 million de citoyens entre 1991 et 1997 pour faire de la place aux gratte-ciel, aux appartements de luxe, aux centres commerciaux et aux nouvelles infrastructures ; dans la même période, près d'un million de résidents de la vieille ville de Pékin ont été expulsés vers la périphérie.

Dans le tiers monde urbain, les pauvres redoutent les événements de prestige international - congrès visites de dignitaires, compétitions sportives, concours de beauté et autres festivals internationaux - qui poussent les autorités à lancer des croisades pour la propreté de la ville : les habitants des bidonvilles savent qu'ils sont la "saleté" ou la "plaie" que leurs dirigeants préfèrent que le monde ne voit pas.

Lors de la célébration de l'indépendance du Nigéria, en 1960, l'une des premières actions du nouveau gouvernement fut d'ériger des palissades, entre l'aéroport et le centre-ville, de manière que la princesse Alexandra, envoyée de la reine Elizabeth, ne vît pas les bidonvilles de Lagos sur son trajet. De nos jours, les gouvernants ont davantage tendance à dégager la vue à coups de bulldozers et à repousser les résidents hors de la ville. (...) Pendant le règne d'Imelda Marcos sur le gouvernement de la ville, les habitants des bidonvilles furent successivement expulsés du trajet des cortèges d'apparat du concours de Miss Univers 1974, lors de la visite du président Gerald Ford en 1975 et du sommet de la Banque mondiale et du FMI en 1976. En tout, 160 000 squatteurs ont ainsi été éloignés du champ de vision des médias. Nombre d'entre eux échouèrent à la périphérie de manille, à trente kilomètres ou plus de leurs anciens foyers. Vint ensuite le "Pouvoir du Peuple", de Corazon Aquino, qui fut encore plus brutal : 600 000 squatteurs ont été expulsés sous la présidence d'Aquino, le plus souvent sans qu'aucun site de relogement n'ait été prévu.

Les jeux de Séoul de 1988 ont été absolument uniques par l'ampleur de la guerre officielle menée contre les pauvres propriétaires, locataires et squatteurs : quelque 720 000 individus ont été relogés à Séoul et Injon, poussant une ONG catholique à déclarer que la Corée du Sud disputait à l'Afrique du Sud le titre de "pays où l'expulsion par la force se fait de la façon la plus brutale et la plus inhumaine". Pékin semble suivre la voie tracée par Séoul dans sa préparation des Jeux de 2008 : "350 000 personnes seront déplacées uniquement pour faire de la place pour la construction du stade."

Le programme d'"embellissement urbain" le plus orwellien de l'Asie contemporaine fut cependant sans aucun doute le programme lié à la préparation de la campagne "1996, année du tourisme en Birmanie", lancée à Rangoon et Mandalay par la dictature militaire birmane financée par l'héroïne. Entre 1989 et 1994, 1,5 million de résidents - soit une proportion ahurissante de 16% de la population urbaine totale - ont été expulsés de leur logement (souvent suite à des incendies criminels commandités par l'État) et acheminés dans des camps de huttes de bambou aménagés à la hâte à la périphérie des villes, baptisés de façon terrifiante, les "Nouveaux Champs".

La stratégie de nettoyage urbain appliquée par les généraux birmans a bien sûr des précédents sinistres dans le monde occidental. Dans les années 1960 et 1970, par exemple, les dictatures militaires du Cône sud déclarèrent la guerre aux *favelas* et aux *campanientos*, qu'ils voyaient comme des foyers de résistance potentiels, ou simplement comme des obstacles à l'embourgeoisement des villes. (...) Au sujet du Brésil de l'après-1964, (...) craignant le développement d'un tout petit *foco* urbain de guérillas marxistes, les militaires rasèrent quatre-vingt *favelas* et expulsèrent quelque 140 000 pauvres des collines dominant Rio. D'autres *favelas* ont été démolies plus tard, avec le soutien financier de l'USAID (Agence américaine pour le développement international), pour faire de la place pour l'expansion industrielle ou pour "embellir" les marges des zones résidentielles riches.

Parallèlement, en 1973 à Santiago, l'un des premiers actes de la dictature Pinochet - après l'assassinat de la direction de l'Unité populaire - a été de refonder l'hégémonie des classes moyennes sur le centre-ville en expulsant les squatteurs (quelque 35 000 familles en tout) des *poblaciones* et *callampas* que le gouvernement Allende avait tolérés.

En Argentine, une première vague d'éradication des bidonvilles dans le cadre d'une stratégie anti-insurrection a eu lieu sous le régime de la junte militaire en 1967-1970. Comme l'a souligné Cecilia Zanetta, le "Plan de Erradicacion de Villas de Emergencia" visait alors très spécifiquement les gouvernements autogérés radicaux des bidonvilles, et les expulsés étaient soumis à une phase de "réadaptation sociale" avant d'être relogés à la périphérie. (...) Pendant les années terribles d'*el Proceso*, le contrôle des loyers a été abrogé, 94% des implantations "illégalles" du Gran Buenos Aires ont été rasées et 270 000 pauvres se sont retrouvés à la rue. Les militants de base, catholiques laïques aussi bien que gauchistes, étaient systématiquement "disparus". Comme au Chili, la liquidation de la résistance sociale basée dans les bidonvilles alla de pair avec le recyclage spéculatif des terrains urbains nouvellement conquis, raison pour laquelle les éradications se concentraient tout particulièrement, selon une étude, "sur la capitale et le secteur nord de la zone métropolitaine de Buenos Aires, où la valeur des terres est la plus forte".

En Égypte, la décennie 1970 a aussi été une ère de répression étatique féroce contre les quartiers urbains "subversifs". Un exemple célèbre en est le contrecoup des "émeutes FMI" de janvier 1977 au Caire. (...) Après avoir rempli les prisons de gauchistes (en un mouvement de répression qui eut pour effet secondaire de contribuer à la montée en puissance de l'islamisme radical en Égypte), Sadate concentra sa rage sur le bidonville d'Ishash al-Turguman, dans le quartier de Bulaq, près du centre du Caire, qu'il considérait comme un foyer de ce "soulèvement de bandits fomenté par les communistes".

Le droit hérité de l'époque coloniale est lui aussi fréquemment invoqué pour justifier les expulsions. En Cisjordanie, par exemple, l'armée israélienne s'appuie régulièrement sur

des statuts britanniques, voire ottomans, pour procéder à l'expulsion de familles ou à la destruction de maisons de "terroristes".

Si certains résidents de bidonville commettent le "crime" qui consiste à se trouver sur la voie du progrès, d'autres se compromettent en osant pratiquer la démocratie. Au Zimbabwe, à la suite des élections entachées par la corruption de 2005, le président Robert Mugaba dirigea ses foudres contre les marchés de rue et les bidonvilles d'Hararé et Bulawayo, où les pauvres avaient majoritairement voté pour le Mouvement pour la démocratie et le changement (MDC), parti d'opposition. (...) On entendit un officier de police dire à ses hommes : "À partir de demain, je veux voir sur mon bureau des rapports disant que nous avons abattu des gens. Le président nous couvre entièrement sur cette opération et vous n'avez rien à craindre. Considérez cette opération comme une action de guerre." Ce qu'ils firent. Étals et éventaires ont été systématiquement brûlés ou pillés, et plus de 17 000 vendeurs et chauffeurs de *jitneys* (taxis collectifs) arrêtés. Une semaine plus tard, la police commença à raser au bulldozer les baraques des places fortes du MDC ainsi que les bidonvilles pro-Mugaba (ceux de Chimoi et Nyadzonio, par exemple) qui étaient situés dans les zones convoitées pour des programmes de réaménagement urbain. (...) À la mi-juillet, plus de 700 000 résidents de bidonville - ou "déchets" humains, pour reprendre la terminologie officielle - avaient été expulsés. (...) Le secrétaire général Kofi Annan dénonça l'opération Murambasvina comme une "injustice catastrophique".

La nouvelle tendance mondiale depuis le début des années 1990 est à l'explosion des banlieues closes, exclusives, à la périphérie des villes du tiers monde. Ces communautés isolées par des murs d'enceinte ont été décrites comme étant, même (ou surtout) en Chine, "l'évolution récente la plus marquante en matière d'urbanisme".

"Orange County" est un domaine clos d'immenses villas de milliardaires, de style californien, conçu par un architecte de Newport Beach, dans un cadre très "*American way of life*", dans la banlieue nord de Pékin. (...) Palm Springs, quant à elle, est une enclave de Hong Kong lourdement gardée, où les résidents peuvent "jouer au tennis et flâner dans le parc à thème, où l'on peut voir des personnages de Disney parmi les fausses colonnes antiques et les pavillons néoclassiques".

Bangalore est bien sûr célèbre pour ses répliques, dans les banlieues sud, des modes de vie de Palo Alto et Sunnyvale, imités jusqu'aux cafés Starbucks et aux multiplexes de cinéma (...) Les riches expatriés (ou pour reprendre la terminologie officielle, les "Indiens non-résidents") y vivent comme en Californie dans des "groupes de villas luxueuses façon demeure de ranch ou des immeubles d'appartements avec piscines et clubs de remise en forme privés, la sécurité assurée par un mur d'enceinte et des vigiles privés, des générateurs électriques de secours disponibles 24 h/24, et toutes sortes d'autres équipements privés". Bien qu'il n'ait pas été baptisé d'un nom américain, Lippo Karawaci, dans le district de Tangerang, à l'ouest de Jakarta, est lui aussi une copie de banlieue de la côte Ouest, doté d'équipements lui permettant presque de vivre en autarcie complète : hôpital, centre commercial, cinémas, clubs de golf et de divers autres sports, restaurants, université. Il abrite également en son sein quelques zones closes appelées localement "zones totalement protégées".

Cette "architecture de la peur", pour reprendre l'expression employée par Tunde Agbola au sujet des quartiers fortifiés de Lagos, est très répandue dans le tiers monde et certaines régions du monde riche, mais elle atteint son apogée dans les grandes sociétés urbaines marquées par les plus fortes inégalités socioéconomiques : en Afrique du Sud, au

Brésil, au Venezuela et aux États-Unis. (...) Dans leurs "prisons dorées", ajoute Jeremy Seabrook, les membres de la bourgeoisie urbaine du tiers monde "cessent d'être des citoyens de leur propre pays pour devenir des nomades appartenant, et devant allégeance à la topographie déterritorialisée de l'argent : ils se transforment en patriotes de la fortune, en nationalistes d'un nulle part évanescents et dorés".

6 L'écologie du bidonville

La dangerosité du site - risques sanitaires, risques naturels, menaces de catastrophes, etc. - fait partie intégrante de la définition géographique du camp de squatteurs typique que ce soit, à Manille, un *barrio* dangereusement perché sur les rives sédimentaires de la Pasig River débordant d'excréments, ou le *bustee* de Vijayawada, dans lequel "les résidents inscrivent leur numéro de rue sur tous leurs meubles parce que les maisons, et leurs portes, (*sont*) chaque année détruite et emportées par les inondations". Les squatteurs troquent sécurité physique et santé publique contre quelques mètres carrés de terrain et un certain degré de protection contre les expulsions. Ce sont les colons des marais, des plaines inondables, des versants de volcans, des flancs de collines instables, des terrils d'ordures, des décharges chimiques, des bords de voies ferrées et des marges du désert.

La géographie des *shantytowns* de la périphérie de Johannesburg, par exemple, épouse parfaitement le tracé d'une ceinture dolomitique contaminée par des décennies et des décennies d'exploitation minière. Au moins la moitié de la population non blanche vit dans des implantations informelles aménagées sur des zones contaminées et sujettes à des effondrements de terrain chroniques.

Mais la palme du "cocktail tragique" des géologues revient sans doute à Caracas (5,2 millions d'habitants en 2005) : ses bidonvilles, qui abritent les deux tiers de la population urbaine, sont construits sur des versants instables et au fond de ravins profonds entourant la vallée de Caracas soumise à une forte activité sismique. La végétation maintenait jadis en place le sol de schiste friable et très érodé, mais le débroussaillage et la construction d'habitations ont déstabilisé ces versants aujourd'hui densément peuplés, avec pour résultat une augmentation radicale de la fréquence des glissements de terrain et des éboulements de grande ampleur, passée de moins d'un par décennie avant 1950 à la moyenne actuelle d'au moins deux par mois. (...) À Caracas - et notamment le long de la côte caribéenne de l'autre côté des monts Avila -, les crues subites et les torrents de boue tuèrent 32 000 personnes, firent 140 000 sans-abris et firent perdre leur emploi à 200 000 personnes. La ville balnéaire côtière de Caraballeda fut dévastée par un torrent de 1,8 million de tonnes de boue et de débris, dont certains de la taille d'une maison. Un prélat catholique déclara qu'il s'agissait d'un châtement divin déclenché par la récente élection du gouvernement de gauche d'Hugo Chavez, mais le ministre des Affaires étrangères Vincente Rangel lui répondit : "Ce serait un Dieu bien cruel qui déchaînerait ainsi sa vengeance sur les classes les plus défavorisées de la communauté."

L'urbanisation informelle a partout multiplié - parfois d'un facteur dix ou plus - les risques naturels inhérents à l'environnement urbain. Un exemple classique est celui des pluies torrentielles et de la crue du Nil d'août 1988, qui déplacèrent 800 000 habitants de Khartoum : les scientifiques ont en effet constaté que, alors que cette crue est restée en deçà du niveau record de 1946, elle a fait *dix fois plus* de dégâts, essentiellement à cause de l'augmentation de la surface occupée par les bidonvilles dans la plaine d'inondation sans système de drainage.

Les villes riches édifiées dans des endroits dangereux comme Los Angeles ou Tokyo peuvent réduire le risque géologique ou météorologique en procédant à des travaux publics titanesques et en mettant en place une "infrastructure lourde" : stabilisation des pentes sujettes à glissements de terrain par du géotextile, des infiltrations de béton haute pression ou des boulons d'ancrage ; construction de terrasses et nivellement des versants trop abrupts ; forage de puits de drainage et pompage d'eau dans les sols saturés ; construction de petites digues et de collecteurs pour intercepter les déchets flottants ; et canalisation des eaux pluviales par de vastes réseaux de canaux et d'égouts en béton. Les programmes nationaux d'assurance contre les incendies et les tremblements de terre garantissent la réparation et la reconstruction des logements en cas de dégâts importants. Dans le tiers monde, à l'inverse, les bidonvilles, déjà dépourvus d'eau potable et de tout-à-l'égout, ont peu de chances d'être un jour protégés par ce genre de travaux publics très coûteux, et encore moins de voir des assurances couvrir leurs risques naturels.

Mais l'intervention étatique peut être en elle-même un facteur d'aggravation des risques. En novembre 2001, les quartiers pauvres de Bab-el-Oued, Frais Vallon et beau Fraisier, à Alger, ont subi des inondations et des coulées de boues dévastatrices. Pendant trente-six heures, des torrents de pluie ont balayé les fragiles masures construites sur les versants des collines et noyé les quartiers situés en contrebas, faisant plus de 900 morts. Face à la nonchalance des autorités, ce furent les habitants eux-mêmes, en particulier les jeunes, qui commencèrent les opérations de secours. Quand, trois jours plus tard, le président Abdelaziz Bouteflika fit enfin acte de présence, les résidents en colère le huèrent et lancèrent des slogans antigouvernementaux. Bouteflika déclara aux victimes que "le désastre était la volonté de Dieu. Rien, conclut-il ne peut empêcher ça". (...) Pour être plus précis encore, il convient de dire que cette destruction était en grande partie la conséquence de la guerre du gouvernement contre les groupes armés islamistes : pour priver les rebelles de refuges et de routes pour s'enfuir, les autorités avaient déboisé les collines qui surplombent Bab-el-Oued et bouché les égouts. "Les égouts bouchés, écrit le sociologue Azzedine Layachi, ne laissèrent aucune voie d'écoulement aux eaux de pluie. Les autorités corrompues avaient également autorisé la construction de logements briguebalants dans le lit des rivières, permettant à des entrepreneurs privés de s'enrichir aux dépens de la sécurité publique."

Selon le géographe spécialiste des risques environnementaux Kenneth Hewitt, les tremblements de terre ont détruit plus de 100 millions de logements au cours du 20^{ème} siècle, essentiellement dans des bidonvilles, des quartiers de taudis ou des villages ruraux pauvres. Le risque sismique est si inégalement réparti dans la plupart des villes que l'on a pu forger le terme de "tremblement de classe" pour rendre compte de la nature fondamentalement injuste des catastrophes. "Ce problème fut peut-être révélé de la manière la plus brutale au Guatemala lors de la catastrophe de février 1978, au cours de laquelle près de 1,2 million de personnes perdirent leur maison. À Guatemala City, la quasi-totalité des 59 000 logements détruits se trouvaient dans des bidonvilles construits dans des ravines, au-dessus ou en-dessous de pentes abruptes et instables, ou sur des sols de sédiments fluvio-volcaniques mal stabilisés. Dans le reste de la ville, et notamment dans les quartiers plus riches, les pertes furent négligeables, car les bâtiments étaient construits sur des sites beaucoup plus stables.

Mais ce ne sont pas les risques sismiques, ni même les inondations qui empêchent les urbains pauvres de dormir. Leur souci majeur est un danger plus fréquent et plus répandu : le feu. Contrairement à ce que disent de nombreux manuels, ce ne sont ni les maquis méditerranéens ni les eucalyptus australiens qui constituent, sur notre planète, le terrain le

plus propice aux incendies, mais les bidonvilles. Prenez un bâti hautement inflammable, entassez-y des densités de population extraordinaires, et ajoutez une grande dépendance vis-à-vis des feux ouverts pour la cuisine et le chauffage, et vous obtenez la recette parfaite d'un incendie dévastateur. Un banal accident de bouteille de gaz ou d'alcool à brûler se transforme rapidement en un brasier gigantesque capable de détruire des centaines voire des milliers de maisons. Le feu se propage dans les bidonvilles à une vitesse effroyable et les véhicules des pompiers, s'ils interviennent, sont souvent incapables de se faufiler dans leurs ruelles étroites.

Mais les incendies de bidonvilles sont en réalité rarement accidentels : plutôt que de supporter les coûts liés aux procédures judiciaires ou d'endurer l'attente d'un décret de démolition légal, les propriétaires et les entrepreneurs préfèrent souvent déclencher des incendies criminels. Manille, notamment, jouit d'une triste réputation en matière d'incendies de bidonvilles suspects. (...) Erhard Berner ajoute que l'une des méthodes de prédilection des propriétaires philippins adeptes de ce qu'ils préfèrent appeler la "démolition chaude" consiste à "prendre un rat ou un chat - les chiens meurent trop vite -, l'arroser d'essence, l'enflammer et le lâcher dans le bidonville dont ils veulent se débarrasser".

Presque toutes les grandes villes du tiers monde (du moins celles qui ont une certaine base industrielle) possèdent un secteur dantesque de bidonvilles baignant dans la pollution et jouxtant des pipe-lines, des usines chimiques ou des raffineries : Iztapalapa à Mexico, Cubutao à Sao Paulo, Belford à Rio, Cibubur à Jakarta, la banlieue sud de Tunis, la banlieue sud-ouest d'Alexandrie, etc. (...) Ils souffrent de ce que Gita Verma appelle le "syndrome de la décharge" : une concentration d'activités industrielles toxiques comme la métallurgie, la teinture, le tannage, le polissage, l'émaillage, le recyclage des piles, le moulage de matières plastiques, la réparation de véhicules, la fabrication de produits chimiques et tout ce que les classes moyennes ne toléreraient jamais dans leurs propres quartiers.

1984 fut, à cet égard, une *annus horribilis*. En février, un oléoduc explose à Cubatao, dans la "vallée de la pollution" de Sao Paulo, et plus de 500 habitants d'une *favela* adjacente meurent brûlés vifs. Huit mois plus tard, une usine de gaz naturel liquéfié de Pemex explose comme une bombe atomique dans le quartier de San Juanico de Mexico, tuant au moins 2000 résidents (aucun bilan précis ne fut jamais établi). (...) Moins de trois semaines plus tard, la tristement célèbre usine de l'Union Carbide de Bhopal, capitale du Madhya Pradesh, lâcha son nuage mortel d'isocyanate de méthyle ; d'après une étude menée par Amnesty International en 2004, 7 000 à 10 000 personnes moururent sur-le-champ, et quelque 15 000 autres décédèrent au cours des années suivantes des suites de maladies et de cancers liés à la catastrophe. Les victimes étaient les plus pauvres des pauvres, et majoritairement musulmanes.

Comme le montrent Daniel Sperling et Eileen Clausen, dans la plupart des villes, la politique des transports est prise dans un cercle vicieux où la baisse de qualité des transports en commun renforce le recours aux véhicules privés et *vice versa* : "dans la plupart des villes, les transports publics sont lourdement subventionnés, du fait des importants bénéfices externes (réduction des embouteillages, réduction des besoins en routes) que l'on peut en attendre, d'une part, et pour permettre aux pauvres d'y avoir accès, d'autre part. Mais malgré cela de nombreux pauvres n'ont pas les moyens de prendre les transports en commun. Les villes se voient ainsi confrontées à des pressions pour maintenir les tarifs à un niveau très bas. Mais, ce faisant, elles sacrifient la qualité et le confort de service. Les usagers des classes moyennes réagissent en achetant une voiture dès qu'ils le peuvent. Les scooters et petites motos bon marché accélèrent la fuite des classes moyennes, les transports publics voient leurs revenus chuter et les opérateurs sacrifient encore davantage leur qualité, parce qu'ils servent

désormais une clientèle pauvre. Bien que ce soit la qualité du service qui souffre en premier, le nombre d'usagers transportés ne tarde en général pas à chuter lui aussi."

Le résultat de cette collision entre pauvreté urbaine et embouteillages est un véritable carnage. Chaque année, dans le tiers monde, près d'un million de personnes - piétons, cyclistes ou passagers pour les deux tiers d'entre eux - trouvent la mort dans des accidents de la route. "Les personnes les plus en danger, écrit un chercheur de l'Organisation mondiale de la santé, sont celles qui ne pourront jamais s'offrir une voiture de toute leur vie." Les minibus et les *jitneys* (taxis collectifs), souvent clandestins et mal entretenus, sont particulièrement dangereux. (...) À Delhi (...), l'*Hindustan Times* se lamentait récemment du fait que les conducteurs des classes moyennes ne prenaient que très rarement la peine de s'arrêter lorsqu'ils renversaient des mendiants ou des enfants pauvres.

Cette motorisation galopante exacerbe bien sûr également le cauchemar de la pollution atmosphérique dans les villes du tiers monde. Des centaines de milliers de vieilles voitures, de bus déglingués et de camions en bout de course asphyxient les zones urbaines de leurs fumées mortelles, tandis que les moteurs à deux temps sales qui équipent les deux-roues et les véhicules légers émettent dix fois plus de particules fines que les voitures modernes. D'après une étude récente, c'est dans les hypervilles tentaculaires de Mexico (300 jours de pic d'ozone par an), Sao Paulo, Delhi et Pékin que la pollution atmosphérique est la plus mortelle. Le simple fait de respirer l'air de Bombay équivaut à fumer deux paquets et demi de cigarettes par jour.

L'ampleur du décalage chronique entre les chiffres de production d'ordures et les chiffres de leur ramassage est souvent ahurissante : à Dar-es-Salam, le taux de ramassage des ordures atteint à peine 25% ; à Karachi, 40% ; à Jakarta, 60%. (...) Sur le plan sanitaire, les villes pauvres de tous les continents ne sont guère autre chose que de gigantesques égouts bouchés qui débordent. (...) Huit générations après Engels, la merde continue à envelopper de manière abominable la vie des urbains pauvres comme (pour reprendre les mots de Marcus) "une matérialisation symbolique de leur condition sociale, de leur place dans la société". De fait, il est possible de comparer *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre en 1844*, d'Engels, avec un roman urbain africain moderne comme *Descente à River Road*, de Meja Mwangi (1976), et de mesurer les continuités existentielles et excrémentielles qui vont de l'un à l'autre.

"Dans une de ces cours, écrit Engels au sujet de Manchester, il y a juste à l'entrée, à l'extrémité du couloir couvert, des cabinets sales et sans porte et si sales que les habitants ne peuvent entrer ou sortir de la cour qu'en traversant une mare d'urine pestilentielle ou d'excréments qui entoure ces cabinets." dans le même ordre d'idées, Mwangi écrit ainsi au sujet de Nairobi en 1974 : "La plupart des sentiers qui s'entrecroisaient au milieu des prairies humides de rosée étaient jalonnées d'excréments humains. (...) Le vent froid et humide qui la balayait charriait dans un même élan des odeurs de merde et d'urine et des murmures occasionnels, où s'exprimaient de temps à autre la misère, les incertitudes, la résignation."

Le sujet, bien sûr, est déplaisant, mais c'est un problème fondamental de la vie urbaine auquel il est étonnamment difficile d'échapper. Cela fait 10 000 ans que les sociétés urbaines luttent contre l'accumulation mortelle de leurs propres déchets ; même les villes les plus riches se contentent de rejeter leurs excréments à la rivière ou dans la mer, quand elle est proche. Aujourd'hui, les mégapoles pauvres - Nairobi, Lagos, Bombay, Dacca, etc. - sont de puantes montagnes de merde qui feraient fuir les plus endurcis des Victoriens.

Les empires européens refusèrent dans la plupart des cas d'installer de modernes infrastructures sanitaires et d'alimentation en eau dans les quartiers indigènes, préférant au contraire opter pour un système de zonage racial et de cordons sanitaires destinés à isoler les banlieues blanches et les quartiers de garnison des foyers d'épidémie. (...) (L'Amérique latine a de sérieux problèmes sanitaires, mais rien cependant de comparable avec ceux dont souffrent l'Afrique et l'Asie du Sud).

La mégapole de Kinshasa, avec sa population approchant aujourd'hui les dix millions d'habitants, n'a pas le moindre système de tout-à-l'égout. À Nairobi, le bidonville Laini saba, de Kibera, avait en 1998 exactement dix latrines à fosse septique en état de fonctionner pour 40 000 habitants, tandis que Mathare 4A possédait deux toilettes publiques pour 28 000 personnes. Résultat : les résidents ont recours à la technique dite des "toilettes volantes" ou des "missiles scud" : ils mettent leurs déchets dans un sac plastique et le jettent par la fenêtre.

Dans l'Inde contemporaine - où l'on estime que 700 millions de personnes n'ont d'autre solution que de déféquer en plein air - seuls dix-sept des 3700 grandes et très grandes villes sont équipées d'un système de traitement des eaux usées avant leur rejet final. (...) Le réalisateur Prahlad Kakar, auteur de *Bumby*, documentaire sur les toilettes de Bombay, raconta ainsi à un journaliste ébahi que "la moitié de la population n'a pas de toilettes où chier, alors ils chient dehors. Ça fait cinq millions de personnes. Si elles chient un demi-kilo chacune, ça vous fait deux millions et demi de kilos de merde tous les matins". (...) Arundhati Roy cite le cas de trois résidents d'un bidonville de Delhi qui, en 1998, furent "battus pour avoir chié dans un lieu public".

"L'absence de toilettes, écrit la journaliste Asha Krishnakumar, est dévastatrice pour les femmes. Elle affecte sévèrement leur dignité, leur sécurité et leur intimité, ainsi que, de manière indirecte, leur alphabétisation et leur productivité. Pour déféquer, les femmes et les jeunes filles doivent attendre la nuit, ce qui les expose à toutes formes de harcèlement, voire aux agressions sexuelles." (...) La chercheuse Loes Schenk-Sandbergen écrit ainsi : "Les hommes peuvent uriner où ils veulent, quand ils veulent, tandis que les femmes ne s'autorisent à suivre l'appel de la nature qu'avant le lever et après le coucher du soleil. Pour éviter les dangers, les femmes doivent partir en groupes à cinq heures du matin (...), souvent pour des terrains marécageux où vivent des serpents, ou pour quelque décharge déserte infestée de rats et autres rongeurs. Les femmes disent souvent qu'elles ne mangent pas pendant la journée simplement pour éviter d'avoir à sortir à la nuit tombée."

De fait, l'OMS admet qu'il y aura encore 5 millions de décès (*évitables*) d'enfants de moins de cinq ans en 2025 (...) dus pour l'essentiel à des maladies infectieuses, parmi lesquelles la diarrhée continuera à jouer le rôle le plus important". À tout moment, pouvait-on lire dans un rapport de l'OMS de 1996, il y a près d'un habitant des villes du Sud sur deux qui souffre d'une ou de plusieurs des maladies associées aux problèmes d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées." Bien que l'eau propre soit le médicament le moins cher que l'on connaisse sur la planète, le service public de distribution d'eau potable, comme le marché des toilettes, doit souvent faire face à de rudes pressions de la part des groupes d'intérêts privés.

La vente d'eau est une industrie lucrative dans les villes pauvres. Nairobi, comme toujours, en offre un parfait exemple, où des entrepreneurs bénéficiant d'accointances politiques revendent de l'eau (qui ne coûte presque rien aux familles suffisamment riches pour s'offrir un robinet) aux habitants des bidonvilles à des prix exorbitants. "Une étude a montré

que les habitants du bidonville de Kibera paient leur litre d'eau cinq fois plus cher que la moyenne des usagers américains. Il est honteux que les riches habitants de Nairobi puissent ainsi utiliser leur fortune pour détourner à leur avantage des services prévus pour les pauvres."

La situation est encore pire à Luanda : là, les familles les plus pauvres sont obligées de dépenser 15% de leur revenu pour acheter de l'eau que les compagnies privées se contentent de pomper dans le fleuve Bengo, proche, pollué par les égouts. De même, bien que cette ville soit située sur les rives du deuxième plus grand fleuve de la planète, "L'eau est rare à Kinshasa comme elle l'est au Sahara."

Les différences les plus extrêmes en matière de santé ne s'observent plus entre la ville et la campagne, mais entre les urbains des classes moyennes et les urbains pauvres. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans dans les bidonvilles de Nairobi (51%) est deux ou trois fois plus élevé que celui de l'ensemble de la ville, et 50% plus élevé que dans les zones rurales pauvres. De même, à Quito, la mortalité infantile est trente fois plus élevée dans les bidonvilles que dans les quartiers plus aisés, tandis qu'au Cap la tuberculose est cinquante fois plus répandue chez les Noirs pauvres que chez les Blancs riches. Bombay, comme toujours, demeure un véritable charnier, avec des taux de mortalité dans les bidonvilles 50% plus élevés que dans les zones rurales adjacentes. En outre, la proportion ahurissante de 40% de cette mortalité est imputable à des infections et à des maladies parasitaires dues à la contamination de l'eau et aux effroyables conditions sanitaires.

Les spécialistes de santé publique soulignent combien les habitants des bidonvilles sont affligés d'un double fardeau de maladie. "Les urbains pauvres, écrivent les membres d'une équipe de chercheurs, sont l'interface entre le sous-développement et l'industrialisation, et leurs pathologies reflètent les problèmes liés à ces deux sphères. De la première, ils héritent un lourd fardeau de maladies infectieuses et de malnutrition ; de la seconde, ils héritent la gamme habituelle des maladies chroniques et sociales."

La restructuration néolibérale des économies urbaines du tiers monde qui se poursuit depuis les années 1970 a eu un effet dévastateur sur les services de santé publique, notamment en ce qui concerne les femmes et les enfants. Comme le souligne le Réseau mondial des femmes pour les droits reproductifs (RMFDR), les programmes d'ajustement structurel (PAS) - c'est-à-dire les contrats par lesquels les pays endettés abandonnent leur indépendance économique au FMI et à la Banque mondiale - "exigent d'ordinaire des coupes dans les dépenses publiques, y compris dans le domaine de la santé (mais pas dans le secteur de la défense)".

Au Ghana, l'ajustement a non seulement causé une baisse de 80% des dépenses de santé et d'éducation entre 1975 et 1983, mais aussi entraîné l'exode de la moitié des médecins du pays. De même, aux Philippines, les dépenses de santé par habitant ont chuté de moitié au début des années 1980. Au Nigéria, riche grâce au pétrole mais gravement "mis au PAS", 20% des enfants meurent aujourd'hui avant l'âge de cinq ans. (...) On trouvera sans peine de multiples autres exemples du même genre : l'allégerance aux prêteurs internationaux a partout entraîné des coupes dans les budgets de la santé, l'émigration de médecins et d'infirmières, la fin des subventions alimentaires, et le passage, en matière d'agriculture, d'une production de subsistance à des cultures d'exportation.

"Plus de 36 millions d'habitants de la planète sont aujourd'hui séropositifs ou malades du sida. Environ 95% d'entre eux vivent dans le Sud. L'Afrique subsaharienne, en particulier,

compte plus de 25 millions de personnes atteintes du VIH ou du sida. (...) Face à cette crise humanitaire, pourtant, les pays africains continuent à payer chaque année 13,5 milliards de dollars aux pays et institutions prêteurs pour le remboursement des intérêts de la dette, montant largement supérieur au fonds mondial de lutte contre le VIH/sida proposé par les Nations unies. Ce transfert de ressources massif des pays pauvres d'Afrique vers les riches crédateurs du Nord est un des facteurs qui ont gravement affaibli les systèmes de santé et d'éducation dans les pays qui sont aujourd'hui les plus touchés par la pandémie" (rapport de 2002);

Mais les prêteurs internationaux sont loin d'être les seuls responsables de la crise de la santé urbaine dans le tiers monde. Depuis que les élites urbaines ont emménagé dans des lotissements clos et protégés, elles se soucient moins des dangers liés aux maladies qui font rage dans les bidonvilles, et plus de la sécurité de leurs propriétés et de la construction de routes rapides. (...) Mais, face à des fléaux comme le VIH et le sida qui "font trembler la terre et donnent la nausée aux cieux", la ségrégation urbaine n'offre qu'une illusion de protection. En réalité, les hyperbidonvilles actuels sont des incubateurs sans précédent dans l'histoire humaine, où de nouveaux virus peuvent se développer, où d'anciens peuvent renaître et se diffuser aujourd'hui sur la planète à la vitesse d'un avion de ligne.

7 La mise au PAS du tiers monde

Les années 1980 - durant lesquelles le FMI et la Banque mondiale ont utilisé le levier de la dette pour restructurer les économies de la plupart des pays du tiers monde - constituèrent la décennie où les bidonvilles devinrent l'avenir inéluctable non seulement des migrants ruraux pauvres, mais aussi des millions d'urbains traditionnels déplacés ou plongés dans la misère par la violence de l'"ajustement".

Partout, le FMI et la Banque mondiale - agissant en tant que baillis des grandes banques, et avec le soutien des administrations Reagan et de George H. W. Bush - offrirent aux pays pauvres le même cocktail de dévaluation, privatisation, levée des barrières douanières à l'importation, arrêt des subventions alimentaires, récupération forcée des coûts dans les secteurs de la santé et de l'éducation et réduction sans pitié de tout le secteur public. (...) Au même moment, les PAS ruinaient les petits propriétaires terriens ruraux en coupant les subventions dont ils bénéficiaient et en les poussant, à la hussarde, dans le grand bain des marchés mondiaux dominés par l'agro-industrie lourdement subventionnée du premier monde.

L'Afrique urbaine et l'Amérique latine furent les plus durement touchées par les dépressions artificiellement créées par le FMI et la Maison Blanche - de fait, dans de nombreux pays, l'impact économique des PAS de la décennie 1980, associés à de longues sécheresses, l'augmentation des prix du pétrole, la flambée des taux d'intérêt et la chute des prix des biens de consommation, fut plus sévère et plus durable que celui de la Grande Dépression. Les villes du tiers monde, notamment, furent piégées dans le cercle vicieux d'une immigration croissante, d'une chute de l'emploi formel, d'une diminution des salaires et d'un effondrement des revenus.

À Dar-es-Salam, les dépenses de service public par habitant ont chuté de 10% par an au cours des années 1980, ce qui équivaut à une casse en bonne et due forme de l'État local. À Khartoum, d'après les chercheurs locaux, la libéralisation et l'ajustement structurel ont directement créé 1,1 million de "nouveaux pauvres", pour la plupart issus des rangs du secteur

public décimé. À Abidjan, l'une des rares villes d'Afrique tropicale dotées d'un secteur industriel important et de services urbains modernes, la mise au régime des PAS a entraîné ponctuellement une désindustrialisation, un effondrement du secteur du bâtiment et une détérioration rapide des transports et de la santé publics ; en conséquence de quoi la pauvreté urbaine en Côte d'Ivoire - le soi-disant "tigre" économique de l'Afrique occidentale - doubla au cours de l'année 1987-1988. Dans le Nigéria de Balogun, l'extrême pauvreté, de plus en plus urbanisée à Lagos, Ibadan et autres grandes villes, s'est métastasée de 28% en 1980 à 66% en 1996. "Le PNB par habitant est aujourd'hui (2003) d'environ 260 dollars US, écrit la Banque mondiale, soit inférieur qui était le sien lors de l'indépendance, il y a quarante ans, et inférieur aux 370 dollars US qu'il avait atteints en 1985." De manière générale, note la géographe Deborah Potts, les salaires sont tombés à un niveau si faible dans les villes africaines que les chercheurs ne comprennent pas comment les pauvres se débrouillent pour survivre : c'est ce que l'on appelle l'"énigme des salaires".

En Amérique latine, à partir du coup d'État du général Pinochet en 1973, l'ajustement structurel a toujours été étroitement associé aux dictatures militaires et à la répression de la gauche populaire. L'un des résultats les plus frappants de cette contre-révolution continentale fut la rapide urbanisation de la pauvreté. (...) À la fin des années 1980, (...) la très grande majorité des pauvres (115 millions) vit dans des *colonias*, des *barriadas* et des *villas miserias* urbaines plutôt que dans des fermes ou des villages ruraux (80 millions). D'après une étude de l'OIT, la pauvreté urbaine en Amérique latine a augmenté au taux incroyable de 50% au cours de la seule première moitié de la décennie, de 1980 à 1986. (...) Au Pérou, les années 1980 s'achevèrent sur une "hyperrécession" causée par les PAS, qui fit chuter la part de l'emploi formel de 60% à 11% de la population active en l'espace de trois ans et ouvrit les portes des bidonvilles de Lima à la révolution occulte du Sentier lumineux.

Partout dans le tiers monde, les chocs économiques des années 1980 ont forcé les individus à se serrer les coudes autour des ressources communautarisées du ménage, et notamment des talents et de l'ingéniosité acharnée des femmes en matière de survie. Avec la disparition des possibilités d'emploi formel pour les hommes, les mères, les sœurs et les épouses se virent en général forcées de supporter bien plus que la moitié du fardeau de l'ajustement structurel urbain : "Si le fardeau de la tâche qui consiste à simplement survivre est énorme (*pour toute la famille*), écrit un chercheur indien, celui qui pèse sur les épaules des femmes est plus lourd encore." Comme le souligne la géographe Sylvia Chant, sous le régime des PAS, les femmes urbaines pauvres ont été forcées de travailler encore plus dur aussi bien à la maison qu'à l'extérieur pour compenser les coupes dans les dépenses sociales et la chute du revenu des hommes ; simultanément, le fait qu'un certain nombre de services sont devenus payants ou l'augmentation des tarifs des services déjà payants limitèrent encore davantage leur accès aux soins et à l'éducation.

Ainsi, en Chine et dans les villes en voie d'industrialisation du Sud-Est asiatique, des millions de jeunes femmes se sont livrées pieds et poings liés à une vie sur les chaînes montage dans des usines sordides. "Les femmes, peut-on lire dans une étude récente, constituent 90% des quelque 27 millions de travailleurs des zones de libre-échange." En Afrique et dans l'essentiel de l'Amérique latine (à l'exclusion des villes de la zone frontalière du nord du Mexique), cette possibilité était inexistante. La désindustrialisation et l'effondrement du secteur de l'emploi formel masculin, souvent suivis par l'émigration des hommes, ont au contraire forcé les femmes à improviser de nouveaux gagne-pains en se faisant travailleuses à la pièce, vendeuses d'alcool, vendeuses à la sauvette, vendeuses de billets de loterie, coiffeuses, couturières, femmes de ménage, lavandières, chiffonnières,

nourrices, prostituées. Dans une région où la part des femmes dans la population active a toujours été plus faible que sur d'autres continents, leur afflux dans le secteur des activités tertiaires informelles, dans les années 1980, fut particulièrement spectaculaire.

Comme en Afrique et en Asie, de nombreuses familles urbaines d'Amérique latine durent également "s'ajuster aux ajustements" en renvoyant certains de leurs membres à la campagne, où la subsistance était moins chère. "Au Costa Rica, écrit Cedric Pugh, hommes et femmes scindèrent leurs foyers, envoyant femmes et enfants vivre dans des régions plus pauvres afin d'économiser sur leur budget logement. Parfois, cela entraîna de vraies séparations et des divorces, avec les conséquences à long terme que cela peut entraîner sur les conditions de vie et demande de logement."

Les mêmes processus ont eu des conséquences encore plus dramatiques dans les villes africaines, dans la mesure où les femmes et les enfants ont dû en plus y faire face à l'holocauste du sida (lui-même en partie dû à la prostitution à laquelle sont réduites les femmes pauvres) et, souvent, à la sécheresse et à la guerre civile. À Hararé, le PAS de 1991 fit augmenter le coût de la vie de 45% en une seule année, et envoya 100 000 personnes à l'hôpital pour des syndromes de malnutrition.

Des dizaines de milliers d'enfants se sont vus forcés d'abandonner l'école pour aller travailler ou faire les poubelles, avec très peu d'espoir d'y retourner un jour. Et souvent la solidarité familiale elle-même n'a pas résisté aux innombrables pressions qui frappent de tous côtés. D'après un groupe de chercheurs, "ce qui constituait naguère une unité d'entraide et de soutien pour ses membres est désormais devenu une unité au sein de laquelle les membres se battent entre eux pour survivre". Plutôt que d'assister à la destruction de leurs familles, cependant, les habitants des bidonvilles ont ressuscité et remodelé, à la fin des années 1970 et dans les années 1980, avec souvent les femmes à l'avant-garde, ce type de révolte archétypal des urbains pauvres : l'émeute alimentaire. Les bidonvilles d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud ne se soumièrent pas gentiment aux injonctions de marchand de sable du FMI : ils explosèrent. Dans leur étude pionnière de la résistance sur le terrain aux ajustement structurels (*Free Markets and Food Riots*, 2004), John Walton et David Seddon ont listé 146 "émeutes FMI" dans 39 pays débiteurs entre 1976 et 1992. Les quelques éléments de "visage humain" - lesdites "dimensions sociales de l'ajustement" - qui furent adjoints aux PAS au début des années 1990 ne furent en grande partie concédés que sous la pression de cette extraordinaire éruption de révolte mondiale.

"Les causes internationales de l'austérité trouvent une reconnaissance symbolique dans les attaques d'agences de voyage, d'automobiles étrangères, d'hôtels de luxe et de bureaux d'organisations internationales. La révolte prend des tours variés, se jouant souvent sur le mode d'émeutes alimentaires classiques (Maroc, Brésil, Haïti), parfois sur celui de manifestations pacifiques qui dégénèrent (Soudan, Turquie, Chili) ou encore sur celui de la grève générale (Pérou, Bolivie, Inde). Souvent, cependant, les révoltes débutent sur l'un de ces modes puis évoluent sur un autre : des manifestations tournent à l'émeute, des explosions de violence spontanée se canalisent en action politique organisée.

La première vague de révoltes anti-FMI connut son apogée entre 1983 et 1985, et fut bientôt suivie d'une deuxième à partir de 1989. En février 1989, à Caracas, une augmentation extrêmement impopulaire du prix de l'essence et des transports en commun - dictée par le FMI - déclencha une émeute menée par les chauffeurs de bus en colère et des étudiants radicaux, et les matraques policières firent bientôt tourner la confrontation à la quasi-

insurrection. Au cours de la semaine de *Caracazo*, des dizaines de milliers de pauvres descendirent de leurs *barrios* à flanc de montagne pour piller les centres commerciaux, incendier les voitures de luxe et construire des barricades. Au moins 400 personnes furent tuées. Un mois plus tard, Lagos explosa à la suite de manifestations d'étudiants contre le FMI : cinquante personnes moururent au cours de trois jours de pillages et de combats de rue dans une ville où la plupart des pauvres éprouvaient probablement la même colère bouillonnante que le "King" dans le roman de Chris Albani intitulé *Graceland* : "La majorité de not'peuple est honnête, c'est des gens travailleurs. Mais ils sont à la merci de ces aut'salauds de l'armée et d'ces voleurs du FMI, d'la banque mondiale et des États-Unis. (...) maint'nant, nous, vous et moi et tous ces pauv'gens, on doit dix millions de dollars à la Banque mondiale pour rien du tout. Ce sont tous des voleurs et je les méprise tous : les nô't comme ceux d'la Banque mondiale !"

D'après la théorie néoclassique aussi bien que les projections de la Banque mondiale, les années 1990 auraient dû réparer les méfaits de la décennie précédente et permettre aux villes du tiers monde de regagner les terrains perdus et de combler les abîmes d'inégalité creusés par les PAS : la douleur des ajustements aurait dû être suivie par les antalgiques de la mondialisation (...) Cependant, d'après le *Rapport mondial sur le développement humain 2004* de l'ONU, "un nombre sans précédent de pays virent leur développement reculer dans les années 1990. Dans quarante-six pays, les gens sont plus pauvres aujourd'hui qu'en 1990. Dans vingt-cinq pays, il y a davantage de gens qui souffrent aujourd'hui de la faim qu'il y a dix ans".

L'inégalité mondiale, telle que la mesurent les économistes de la Banque mondiale sur l'ensemble de la population de la planète, atteindra à la fin du siècle l'incroyable coefficient de Gini de 0,67 - ce qui équivaut mathématiquement à une situation où les deux tiers des pauvres de la population ont un revenu nul, et le tiers le plus riche se partage toutes les richesses.

Dans tout le Moyen-Orient et dans l'Asie du Sud musulmane, les abîmes croissants entre les urbains riches et les urbains pauvres sont venus corroborer les arguments des islamistes, et notamment des salafistes extrémistes, sur l'irréformable corruption des régimes en place. En Algérie, un ultime assaut contre les vestiges "socialistes" de l'État FLN (Front de libération nationale) eut lieu en 1995, avec la privatisation de 230 entreprises publiques et le licenciement de 130 000 fonctionnaires ; la pauvreté grimpa de 15% en 1988 à 23% en 1995. De même à Téhéran, alors que la Révolution islamique se détournait de ses politiques initiales en faveur des pauvres, la pauvreté passa de 26% en 1993 à 31% en 1995.

Mais l'évènement majeur des années 1990 fut la transformation d'une grande partie de l'ancien "deuxième monde" - les États socialistes d'Europe et d'Asie - en un nouveau tiers monde. Au début des années 1990, le nombre de personnes considérées comme vivant dans un état de pauvreté extrême dans les anciens "pays en transition", pour reprendre la terminologie de l'ONU, passa de manière fulgurante de 14 millions à 168 millions, en un phénomène de paupérisation de masse sans précédent dans l'histoire humaine.

Certes, la pauvreté existait dans l'ex-URSS sous une forme non reconnue, mais, selon les chercheurs de la Banque mondiale, son taux se situait entre 6 et 10% Aujourd'hui, d'après le rapport écrit par Alexei Krashenninokov pour l'ONU-Habitat, 60% des familles russes vivent dans la pauvreté, et le reste de la population "ne peut se définir comme appartenant à la classe moyenne qu'en étant très souple sur la définition de cette catégorie". (Ainsi, les Russes de la "classe moyenne" consacrent 40% de leur budget à la nourriture, alors que la moyenne

mondiale pour les populations à revenus moyens est de moins de 33%.) (...) À Saint-Pétersbourg, par exemple, l'inégalité de revenu entre le décile le plus riche et le décile le plus pauvre est passée de 4,1 en 1989 à 13,2 en 1996. Si Moscou abrite peut-être aujourd'hui plus de milliardaires que New York, elle compte également plus d'un million de squatteurs, dont de nombreux immigrants ukrainiens (200 000), chinois (150 000), vietnamiens et moldaves ; ces gens vivent dans des conditions précaires dans des bâtiments abandonnés, des dortoirs décatés et d'anciennes casernes.

Dans l'ancienne Union soviétique, le logement urbain était rationné mais quasiment gratuit - le budget consacré au logement (loyer plus services) s'élevait d'ordinaire à 2% ou 3% du revenu des ménages - et s'appuyait sur une infrastructure sociale unique de chaufferies de quartier, de métros et d'activités culturelles et de loisirs sur les lieux de travail. Depuis la fin des années 1990, cependant, le gouvernement de Vladimir Poutine s'est plié aux injonctions du FMI d'aligner les loyers et les factures de chauffage sur les prix du marché, malgré une chute des revenus. Ces augmentations sont allées de pair avec une réduction massive des investissements dans les infrastructures de quartier et les services sociaux cruciaux centrés sur l'usine, voire un abandon de ceux-ci, en conséquence de quoi les immeubles d'habitation un peu anciens - en réalité, des quartiers entiers, voire des villes entières - sont tombés à l'état de taudis. De nombreux quartiers résidentiels de la classe ouvrière se caractérisent par des tuyaux cassés, des égouts qui débordent, des éclairages défailants et, plus dangereux encore, l'absence de chauffage en hiver. Des millions d'urbains russes subissent ainsi des conditions de froid, de faim et d'isolement qui ne sont pas sans évoquer celles du siège de Leningrad pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cette pauvreté de transition à la russe existe également dans les villes d'Europe de l'Est, tout particulièrement en Bulgarie et en Albanie. À Sofia, ville durement frappée par la désindustrialisation et les fermetures d'usines, la pauvreté et l'inégalité ont explosé dans les années 1995-1996, notamment parmi les communautés rom et turque, chez les femmes âgées et les familles nombreuses : 43% des Bulgares vivent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté, et Sofia abrite probablement la plus importante population d'habitants de bidonvilles d'Europe. Elle possède également le bidonville le plus misérable, le plus sordide d'Europe : "le Cambodge", à Fakulteta, où 35 000 Roms (chômeurs à 90%) vivent dans des conditions de ghetto qui rappellent la misère des dalits en Inde. La ville la plus pauvre d'Europe est cependant Albasan (110 000 habitants), ancienne capitale de l'industrie lourde albanaise qui ne survit que grâce à l'argent envoyé par ses nombreux émigrants en Italie et en Grèce. Tirana, parallèlement, est entourée de bidonvilles qui poussent comme des champignons ; certains pauvres y squattent les ubiquistes casemates et blockhaus construits par la dictature paranoïaque d'Enver Hoxha.

Les deux grandes *success stories* des années 1990 furent le boom durable de l'emploi et des salaires dans les villes côtières de Chine et l'émergence d'une "India Shining" (Inde qui brille) d'enclaves high-tech et de parcs de bureaux. (...) mais ces miracles de l'économie de marché furent payés au prix fort en termes d'aggravation des inégalités économiques.

Depuis la fin des années 1970, la structure de la répartition des revenus et de la richesse est passée, en Chine, de la plus égalitaire à l'une des plus honteusement inégalitaires de toute l'Asie. (...) À côté des nouveaux riches vivent les nouveaux pauvres urbains, qui sont pour partie des travailleurs traditionnels désindustrialisés, et pour partie des migrants clandestins arrivés des campagnes. Les citoyens chinois ont cessé de "manger à la même grande marmite" comme à l'époque maoïste sévère mais sûre.

Entre 1996 et 2001, le nombre d'entreprises industrielles possédées par l'État fut réduit de 40% et - chiffre ahurissant - 36 millions d'ouvriers furent licenciés. (...) La majorité des anciens héros de l'histoire de Mao conservent cependant les privilèges liés au statut officiel de citoyen, et profitent en général d'une certaine sécurité de jouissance de leur logement. Les ruraux du raz-de-marée paysan", à l'inverse, ne bénéficient de droits sociaux officiels que dans les villages miséreux qu'ils ont fuis. À Shanghai, par exemple, on estime que 3 millions de travailleurs migrants vivent aujourd'hui sans la moindre couverture médicale ni allocation sociale d'aucune sorte. Les migrants sont également devenus les boucs émissaires des contradictions de la nouvelle économie de marché. Certains observateurs ont comparé la discrimination dont font l'objet les migrants dans la Chine urbaine contemporaine à celle dont souffraient "les Noirs d'Afrique du Sud avant les années 1990 ou les Noirs et les Asiatiques des États-Unis pendant toute la première moitié du 20^{ème} siècle".

"Comme d'autres villes chinoises, Shanghai n'autorise les migrants à occuper que certains emplois de statut inférieur, leur interdisant l'accès à de meilleurs emplois et les repoussant hors de la ville s'ils ne peuvent prouver qu'ils travaillent. Les migrants se mêlent très peu aux citoyens de souche, qui ont un profond mépris pour leurs cousins ruraux et qui les accusent en premier dès qu'un crime est commis dans la ville. La majorité des travailleurs migrants sont des hommes qui trouvent à s'employer sur les innombrables chantiers de construction de la ville. La nuit, ils dorment dans des cabanons de fortune aménagés sur les chantiers, louent des logements bon marché à la périphérie de la ville, ou squattent un bout de trottoir s'ils n'ont pas encore trouvé de travail. Les femmes travaillent parfois comme domestiques pour les familles aisées de Shanghai, ou comme shampooineuses dans des échoppes délabrées des mauvais quartiers, lavant les cheveux pour 10 yuans (1,20 dollar US, soit environ 1 euro) par tête et offrant, parfois, des services sexuels pour un peu plus. Des enfants de migrants en haillons mendient régulièrement, avec ou sans leur mère, devant les bars les plus fréquentés, notamment ceux qui le sont par une clientèle étrangère."

Comme n'importe quel lecteur de la presse économique ne peut l'ignorer, la restructuration néolibérale drastique de l'économie indienne depuis 1991 a produit un boom du secteur des hautes technologies et une bulle spéculative dont les épicycles sont une poignée de villes-Cendrillon : Bangalore, Pune, Hyderabad et Chennai. Au cours des années 1990, le PIB a connu un taux de croissance annuel de 6%, tandis que la capitalisation de la Bourse de Bombay a presque doublé chaque année. L'une des conséquences de cette croissance fut l'apparition d'un million de nouveaux millionnaires, souvent des ingénieurs de retour de Sunnyvale et Redmond (Californie) ; une autre, moins médiatisée, celle-là, fut l'augmentation de la pauvreté : au cours de ce "boom", le nombre de pauvres a augmenté de 56 millions.

plutôt que de taxer les nouveaux millionnaires, le gouvernement néolibéral de Janata s'est financé sur les privatisations massives d'industries étatiques, grâce auxquelles Enron vend désormais de l'électricité à proximité de Bombay à un tarif trois fois supérieur à celui du service public. Comme en Chine, les politiques néolibérales ont fait des ravages dans les campagnes indiennes laissées à l'abandon, où les trois quarts des foyers n'ont ni sanitaires ni eau potable non polluée et où les pauvres crient en vain "*bijli, sadaak, paani*" (électricité, routes et eau). (...) Dans le seul Andhra Pradesh, écrivait le journaliste Edward Luce en juillet 2004, "500 fermiers se sont suicidés cette année, souvent en ingurgitant le pesticide qu'ils avaient acheté en contractant des dettes qu'ils sont incapables de rembourser". L'aggravation de ce genre de désespoir rural a également poussé d'innombrables fermiers et ouvriers

agricoles à migrer vers les bidonvilles de la périphérie des villes-champignons de la haute technologie comme Bangalore.

En tant que capitale de l'industrie informatique indienne, mais également grand centre de construction aéronautique militaire, Bangalore (6 millions d'habitants) est fière de tout ce qu'elle peut offrir en termes de mode de vie "à la californienne" : centres commerciaux, golfs, restaurants nouvelle cuisine, palaces et cinémas en anglais. (...) On estime que 2 millions de pauvres, membres pour la plupart des castes inférieures méprisées, se répartissent dans environ 1000 bidonvilles sordides, pour la plupart construits sur des terrains appartenant au gouvernement. Ces bidonvilles ont connu un taux de croissance démographique deux fois supérieur à la population générale, et les chercheurs décrivent la périphérie de Bangalore comme "la décharge où l'on rejette les résidents urbains dont la force de travail est nécessaire à la marche de l'économie urbaine mais dont la présence visuelle doit être réduite au maximum". (...) Un grand consultant économique occidental dut reconnaître, lugubrement, que "(le boom) high-tech de Bangalore n'est qu'une goutte d'eau dans un océan de misère".

8 Une humanité en trop ?

La brutale tectonique de la mondialisation néolibérale depuis 1978 rappelle les processus catastrophiques qui aboutirent à la formation originelle d'un "tiers-monde", à l'ère de l'impérialisme de la fin de l'époque victorienne (1870-1900). À la fin du 19^{ème} siècle, l'incorporation de force au marché mondial des grandes paysanneries de subsistance d'Asie et d'Afrique entraîna la mort par famine de millions d'individus et le déracinement de dizaines de millions d'autres hors de leurs terres traditionnelles. Le résultat final (en Amérique latine aussi) fut une "semi-prolétarisation" rurale, c'est-à-dire la création d'une immense classe mondiale de semi-paysans et de journaliers miséreux dépourvus de toute sécurité existentielle de subsistance. La conséquence en fut que le 20^{ème} siècle devint une ère non pas de révolutions urbaines, comme l'avait imaginé le marxisme classique, mais de gigantesques soulèvements ruraux et de guerres d'indépendance soutenues par le monde paysan.

Les ajustements structurels semblent avoir opéré récemment un remodelage tout aussi fondamental des avenir humains. Dans leur conclusion, les auteurs de *The Challenge of Slums* écrivent ainsi : "Au lieu d'être des centres de croissance et de prospérité, les villes sont devenues des décharges où l'on rejette une population excédentaire travaillant dans des secteurs non qualifiés, non protégés et informels des industries de services et du commerce."

Cette classe ouvrière informelle, sans reconnaissance légale, a d'importants antécédents historiques. Dans l'histoire européenne moderne, Naples, plus encore que Dublin ou l'East End de Londres, fut l'exemple type d'une économie urbaine informelle. (...) Aujourd'hui, il existe des centaines, voire des milliers de Naples dans le monde.

En Amérique latine tout au moins, la tendance dominante du marché du travail urbain au cours de l'ère précédente d'industrialisation de substitution aux importations avait été à la réduction relative du taux de travail informel - de 29% en 1940 à 21% en 1970 pour l'ensemble du continent.

Depuis 1980, cependant, l'informalité économique est de retour, et avec une puissance redoublée. L'équation marginalité urbaine = marginalité professionnelle est devenue irréfutable et universelle : d'après les Nations unies, les travailleurs informels représentent

environ les deux cinquièmes de la population économiquement active des pays en voie de développement. En Amérique latine, précise la Banque interaméricaine de développement, l'économie informelle emploie actuellement 57% de la population active et est responsable de la création de quatre nouveaux "emplois" sur cinq. (...) D'autres sources affirment que plus de la moitié des Indonésiens, entre 60% et 75% des centraméricains, 65% de la population de Dacca et de Khartoum, et 75% des habitants de Karachi subsistent grâce au secteur informel. (...) De même, en Chine, des millions de migrants ruraux s'accrochent à la vie urbaine par les anfractuosités les plus précaires (et, souvent, illégales) qui soient.

En tout, la classe ouvrière informelle mondiale (qui, tout en la recoupant, n'est pas identique à la population des bidonvilles) est forte d'environ un milliard de membres, ce qui en fait la classe sociale dotée de la croissance la plus forte et la plus radicalement nouvelle de la planète. (...) Il y a dans la communauté scientifique un consensus de base pour dire que la crise des années 1980 - au cours desquelles le secteur du travail informel a crû de deux à cinq fois plus vite que le secteur formel - a inversé leurs positions structurelles respectives, le travail informel pour la survie devenant le mode de subsistance majoritaire dans les villes du tiers monde. (...) Une partie du prolétariat informel sert à l'évidence de main d'œuvre fantôme pour l'économie formelle, et de nombreuses études ont montré la profondeur à laquelle les réseaux de sous-traitants de Wall-Mart et autres mégacompagnies étendent leurs ramifications dans les *colonias* et les *chawls*.

Comme nous le rappelle Jan Breman, l'emploi dans le secteur informel se définit précisément par l'absence de contrats en bonne et due forme, de droits, de règlements et de pouvoir de négociation. L'exploitation (inlassablement franchisée) en est le fondement. (..) Breman et Arvind Das décrivent ainsi l'impitoyable microcapitalisme dans la ville indienne de Surat : "Le secteur informel se caractérise non seulement par une exploitation flagrante de la main d'œuvre mais aussi par une technologie rudimentaire, de faibles investissements en capital et le recours excessif à la production manuelle. Par ailleurs, ce domaine se distingue par des profits élevés et une énorme accumulation de capital, ce qui s'explique en partie parce que les activités informelles ne sont (...) pas comptabilisées et encore moins imposées. Une illustration éloquente de ce système : le propriétaire nanti d'une petite entreprise de recyclage de chiffons, bien vêtu, trône sur sa moto rutilante au milieu de monceaux d'ordures que de pauvres chiffonniers trient péniblement pour son plus grand profit. Voilà, certes, comment l'on passe du caniveau à la fortune !"

C'est aussi Breman, dans son étude magistrale sur les travailleurs pauvres de l'Inde, qui a mis en évidence ce que personne ne veut voir : "Loin du regard du public, ce sont souvent les épaules les plus frêles qui sont chargées des fardeaux les plus lourds du secteur informel. L'idée d'une pauvreté partagée est erronée. Cette forme d'existence comporte, elle aussi, ses inégalités au sein même des familles." (...) Contrairement à ce que croient certains idéologues du développement spontané qui prennent leurs désirs pour des réalités, le secteur informel génère des emplois non pas, comme le fait observer Frederic Thomas à Kolkata, en procédant à de nouvelles divisions du travail, mais en fragmentant le travail existant et donc en divisant les revenus : "(...) trois ou quatre personnes partageant une tâche qui pourrait tout aussi bien être accomplie par une seule ; des femmes assises des heures au marché devant de petits tas de fruits ou de légumes ; des barbiers ou des cireurs de chaussures accroupis sur le trottoir qui attendent toute la journée d'improbables clients ; de jeunes garçons qui bravent la circulation pour proposer aux passants des bricoles, laver les pare-brise ou vendre des revues ou des cigarettes à la pièce ; des travailleurs du bâtiment qui attendent chaque matin, souvent en vain, d'être embauchés."

Comme le souligne Brian Roberts, au début du 21^{ème} siècle, en Amérique latine, le secteur informel prend de l'ampleur mais ses salaires diminuent. La concurrence est devenue si intense que les secteurs informels urbains qu'elle rappelle la fameuse analogie de Darwin au sujet de la lutte pour la survie dans la nature tropicale : "10 000 coins acérés (*c'est-à-dire stratégies de survie urbaines*) serrés les uns contre les autres et enfoncés par des coups incessants, assénés tantôt sur l'un d'entre eux, tantôt sur l'autre, avec plus de force encore."

Aujourd'hui (...) la population active excédentaire se heurte à des barrières à l'émigration vers les pays riches d'une rigueur sans précédent dans l'histoire humaine.

Dans leur étude de l'économie familiale du bidonville de Klong Thoei, dans le port de Bangkok, Hans-Dieter Evers et Rüdiger Korff ont découvert qu'au moins 20% des revenus du quartier étaient redistribués par le biais des paris et autres jeux d'argent. Par ailleurs, dans tout le tiers monde urbain, la dévotion religieuse s'articule autour du désir d'influencer favorablement la bonne fortune. (...) dans ces conditions, il n'est pas surprenant que des initiatives comme le développement du microcrédit et des prêts mutualistes, tout en étant d'un bon secours pour les quelques entreprises informelles qui parviennent à garder la tête hors de l'eau, n'aient eu qu'un faible impact macroéconomique sur la réduction de la pauvreté, même à Dacca, ville de la mondialement célèbre Grameen Bank.

De même, au Mexique, Mercedes de la Rocha "souligne que deux décennies de pauvreté persistante ont bel et bien achevé de mettre les pauvres à genoux". Sylvia Chant poursuit : "S'il est vrai que la mobilisation du foyer, de la famille et de la solidarité communautaire permettait naguère de trouver des ressources vitales, il y a une limite au nombre de services que chacun peut demander à chacun, et à l'efficacité de ces échanges dans un contexte de handicaps aussi puissants en matière de bien-être.

Au plan politique, en l'absence totale du droit du travail, le secteur informel est un monde semi-féodal de bakchichs, de pots-de-vin, de loyautés tribales et d'exclusion ethnique. L'espace urbain n'est jamais gratuit. Un bout de trottoir, la location d'un rickshaw, une journée de travail sur un chantier ou une lettre de recommandation pour un nouvel emploi de femme de ménage : tout cela nécessite des parrainages ou l'appartenance à un réseau fermé quelconque, souvent une milice ethnique ou un gang de rue. Alors que les industries formelles traditionnelles, comme celles du textile en Inde ou du pétrole au Moyen-Orient, tendent à promouvoir la solidarité interethnique par le biais de l'action syndicale et des partis politiques radicaux, la montée en puissance du secteur informel non protégé n'est que trop fréquemment allée de pair avec l'exacerbation des différences ethnico-religieuses et la violence sectaire.

Une étude récente portant sur les enfants des bidonvilles de Dacca a (...) montré que "près de la moitié des garçons et des filles de dix à quatorze ans pratiquaient une activité rémunératrice, (*et que*) seulement 7% des filles et des garçons âgés de cinq à seize ans allaient à l'école". Dacca compte le plus grand nombre d'enfants travailleurs d'Asie (environ 750 000), et leurs revenus représentent la moitié des revenus des familles pauvres dirigées par une femme et près du tiers des revenus des familles pauvres dirigées par un homme. Bien que Bombay se targue de posséder des taux de scolarisation élevés, Arjun Appadurai constate que son "gigantesque secteur de la restauration (*est*) presque entièrement dépendant d'une vaste armée de main-d'œuvre infantile". Au Caire et dans d'autres villes égyptiennes, les enfants de moins de douze ans représentent peut-être 7% de la population active ; ce chiffre inclut les

milliers d'enfants des rues qui ramassent et revendent des mégots de cigarettes (un paquet par jour coûte, au passage, la moitié du salaire mensuel d'un pauvre).

La capitale mondiale de l'enfance exploitée et réduite en esclavage demeure cependant sans doute la ville sacrée hindoue de Varanasi (1,1 million d'habitants), dans l'Uttar Pradesh. Célèbre pour ses tissus autant que pour ses temples et ses religieux, Varanasi (Bénarès) tisse ses tapis et ses saris brodés grâce à la main-d'œuvre captive de plus de 200 000 enfants de moins de quatorze ans. Contre de petits prêts ou de petits paiements en liquide, des dalits et des musulmans ruraux incroyablement pauvres vendent leurs enfants - ou leurs familles entières - à des entrepreneurs prédateurs de l'industrie textile. L'industrie des saris de soie de Bénarès, étudiée en détail par Human Rights Watch, ne vaut pas mieux : "Les enfants travaillent douze heures ou plus par jour, six jours et demi à sept jours par semaine, et sont soumis à des violences verbales et physiques. Commencant dès l'âge de cinq ans, ils gagnent des sommes allant de rien du tout à 400 roupies (8,33 dollars US, environ 8 euros) par mois." Dans un atelier, les chercheurs découvrirent un garçon de neuf ans enchaîné à son métier à tisser ; partout, ils virent de jeunes garçons couverts de brûlures dues à la dangereuse opération d'ébouillantage des vers à soie, ainsi que des petites filles à la vue endommagée par les heures passées à broder sous un médiocre éclairage. Un autre centre tristement célèbre du travail infantile est Firozabad, la capitale indienne du verre (350 000 habitants), également en Uttar Pradesh.

À l'échelle de la planète, cependant, le secteur qui a le plus massivement recours au travail des enfants est indiscutablement celui des emplois domestiques. Une proportion très importante de la classe moyenne du tiers monde exploite ainsi directement des enfants et des adolescents pauvres. Par exemple, "une étude menée sur des familles à revenus moyens de Colombo a montré qu'une sur trois employait un enfant de moins de quatorze ans comme domestique" - pourcentage identique à celui de Jakarta. À Port-au-Prince, ainsi qu'à San Salvador et Guatemala City, il n'est pas rare de trouver des enfants de sept ou huit ans travaillant comme domestiques quatre-vingt-dix heures par semaine avec un jour de congé par mois. De même, à Kuala Lumpur et dans d'autres villes malaisiennes, où les domestiques sont souvent de jeunes Indonésiennes, le temps de travail standard est de seize heures par jour, sept jours par semaine, sans pause ni congé fixe.

Le versant le plus ignominieux de cette économie informelle - plus sordide encore que la prostitution infantile - est la montée en flèche d'une demande planétaire pour les organes humains, marché créé dans les années 1980 suite aux progrès réalisés dans le domaine des greffes de reins. En Inde, la périphérie misérable de Chennai (Madras) est devenue mondialement célèbre pour ses "élevages de reins". D'après une enquête menée par *Frontline*, "pendant huit ans, entre 1987 et 1995, le bidonville de Bharathi Nagar, à Villivakkam, une banlieue de Chennai, fut la plaque tournante du commerce de reins dans le Tamil Nadu. Au plus fort de ce boom, en partie alimenté par des étrangers venant en masse dans le sud de l'Inde en quête d'un rein, ce bidonville fut surnommé Kidney (*rein*) Nagar" ou "Kidney-bakkam". (...) Les bidonvilles du Caire ont également servi de mines d'organes humains ces dernières années. "la plupart des clients engagés dans ces transactions, explique Jeffrey Nedoroscik, sont de riches Arabes du golfe Persique. S'il existe d'autres pays dotés de centres de transplantation au Moyen-Orient, peu d'entre eux disposent du même nombre phénoménal de pauvres prêts à vendre leurs organes."

Une grande ville, officiellement exclue de l'économie mondiale par ses surveillants de Washington, lutte aujourd'hui désespérément pour sa stricte survie au milieu des fantômes de

ses rêves trahis : Kinshasa, capitale d'un pays naturellement riche et artificiellement pauvre. (...) Kinshasa est une ville que ses propres habitants décrivent universellement comme "un cadavre, une épave" ou qu'ils surnomment "Kin-la-poubelle". "On estime aujourd'hui, écrit l'anthropologue René Devish, que moins de 5% des habitants de Kinshasa ont un salaire régulier." Les résidents survivent "grâce à leurs potagers omniprésents et grâce à leur débrouillardise ils achètent, revendent, trafiquent et marchandent".

Les Kinois vivent leur cité de ruines avec un indéfectible sens de l'humour, mais même l'ironie bravache finit par céder devant le caractère sinistre du terrain social : le revenu moyen est tombé à moins de 100 dollars US par an ; les deux tiers de la population souffrent de malnutrition ; la classe moyenne a disparu ; et un adulte sur cinq est séropositif. Les trois quarts des habitants sont trop pauvres pour avoir accès aux soins et doivent s'en remettre à des guérisseurs pentecôtistes ou à des marabouts.

Comme le reste du Congo-Kinshasa, la capitale a été saccagée par un ouragan de kleptocratie, de géopolitique de la Guerre froide, d'ajustements structurels et de guerre civile chronique. La dictature de Mobutu, qui a méthodiquement pillé le Congo pendant trente-deux ans, était la créature de Frankenstein créée et soutenue par Washington, le FMI et la Banque mondiale - aiguillonnée au besoin par le Département d'État - encouragea Mobutu à s'appuyer sur les ressources minières de son pays pour emprunter d'énormes sommes d'argent auprès de banques étrangères, en sachant pertinemment que l'essentiel de cet argent allait directement filer sur des comptes privés en Suisse. Puis le FMI entra dans le jeu, à partir du premier PAS de 1977, pour s'assurer que les Congolais ordinaires paieraient bien cette dette avec les intérêts. Les premières conditionnalités (appliquées par l'équipe du FMI à la banque du Zaïre et des fonctionnaires français au ministère des Finances) décimèrent la fonction publique : 250 000 fonctionnaires - qui formaient la corporation la plus importante du pays - furent licenciés, sans indemnités. Ceux qui restèrent en poste s'adonnèrent assidûment, et à grande échelle, à la pratique des pots-de-vin et des dessous-de-table ("article 15"), avec le soutien public de Mobutu.

Une décennie plus tard, une fois l'infrastructure naguère impressionnante du Congo pillée et saccagée, le FMI imposa un nouveau PAS. (...) Le Club de Paris étala la dette de Mobutu en échange de coupes supplémentaires dans le secteur public, d'une plus grande ouverture des marchés, de la privatisation des entreprises publiques, de l'abolition du contrôle des changes et des exportations de diamants. Les produits d'importation inondèrent le Zaïre ; les industries locales mirent la clé sous la porte ; et 100 000 emplois supplémentaires furent détruits à Kinshasa. L'hyperinflation détruisit bientôt le système monétaire ainsi que tout semblant de rationalité économique. (...) "Les gens se mirent à chercher refuge dans une économie de la bonne fortune". De fait, les Kinois furent pris par une sorte de passion désespérée et frénétique pour les paris : paris sur le PMU (Pari mutuel urbain) français, loteries organisées par les grandes brasseries, jeux de capsules gagnantes organisés par les fabricants de soda, et, plus fatalement, système de gain d'argent pyramidal contrôlé en sous-main par les militaires.

Le contrecoup immédiat de ce phénomène, dans un contexte d'inflation durable, fut la grande jacquerie de septembre 1991, au cours de laquelle les habitants des bidonvilles de Kinshasa se lancèrent, avec la connivence de l'armée, dans des pillages massifs et festifs d'usines, de magasins et d'entrepôts. Devish décrit "le déchaînement euphorique et pervers de l'anomie, de la violence inerte intériorisée par les gens soumis aux pressions de l'inflation galopante et d'un marché du travail en faillite". Comme on pouvait s'y attendre, cette

catastrophe en entraîna d'autres. En janvier 1993, Kinshasa fut de nouveau victime de pillages, commis cette fois par les seuls militaires. Le système bancaire s'effondra, l'administration publique disparut plus ou moins totalement, les entreprises privées se mirent à recourir au troc, et les petits fonctionnaires découvrirent que leurs salaires ne valaient plus, en termes réels, qu'un huitième de ce qu'ils valaient en 1988. D'après De Boeck, "le retrait du pays du FMI et de la Banque mondiale en novembre 1993 vint sceller le fait que le Congo avait cessé de participer à l'économie mondiale". L'économie nationale était en ruine, sa richesse enfermée dans les coffres des banques suisses : Mobutu fut renversé en 1997. Cette "libération", cependant, ne déboucha que sur des interventions étrangères et sur une interminable guerre civile dont l'agence USAID estima le nombre de victimes à 3 millions (pour la plupart morts de faim ou de maladie) en 2004. La rapine commença par les armées en maraude dans l'est du Congo - rappelant des scènes de la guerre de Trente Ans en Europe - entraîna de nouveaux afflux de réfugiés dans les bidonvilles déjà surpeuplés de Kinshasa.

Face à la mort de la cité formelle et de ses institutions, les Kinois ordinaires - et surtout les mères et les grands-mères - se battirent pour leur survie en "villagisant" Kinshasa : ils rétablirent l'agriculture de subsistance et les formes traditionnelle d'entraide rurale. Chaque mètre carré de terre libre - rubans de séparation des voies d'autoroutes compris - fut mis à profit pour la culture du manioc, tandis que les femmes qui ne possédaient aucun bout de terrain, les *mamas miteke*, partirent glaner des racines et des fruits dans la brousse. Après les effondrements successifs du monde du travail puis de l'univers fantasmagique des jeux d'argent, les gens s'en remirent à la magie villageoise et aux cultes prophétiques. Ils cherchèrent à se guérir de la "maladie des Blancs", "*yimbeefu kya mboonu*" : la maladie mortelle de l'argent. (...) Dans les immenses bidonvilles comme Masina (appelé localement "la république de Chine" à cause de sa densité), le pentecôtisme se développa à la vitesse d'un ouragan tropical : "À la fin de l'an 2000, on dénombrait à Kinshasa 2177 sectes religieuses nouvellement constituées, dont les membres se réunissaient souvent pour des nuits entières de prières."

Malgré d'héroïques efforts, fournis notamment par les femmes, la structure traditionnelle s'érode. Dans ce contexte de misère absolue, les anthropologues décrivent la dissolution des modes d'échange gratuit et la disparition des relations réciproques équilibrées qui régissaient la société zaïroise : incapables de payer la dot aux parents de la future mariée, et dans l'impossibilité de gagner leur vie, les jeunes hommes abandonnent par exemple les femmes enceintes et les pères deviennent des déserteurs. Simultanément, l'hécatombe du sida laisse derrière elle d'innombrables orphelins en enfants séropositifs. Les familles urbaines pauvres - dépossédées de leurs réseaux d'entraide ruraux ou, à l'inverse, submergées par les demandes de solidarité familiale - sont soumises à d'énormes pressions pour se débarrasser de leurs membres les plus dépendants.

D'après Devish, de nombreux Kinois interprètent leur sort dans le contexte de la crise urbaine généralisée comme "un type de maraboutage", ou d'ensorcellement". Résultat : Kinshasa est en proie à une croyance littérale et perverse en Harry Potter, qui s'est traduite par la dénonciation de milliers d'enfants "sorciers" par des foules hystériques, et par leur expulsion dans les rues, voire leur meurtre. Ces enfants, parfois guère plus âgés que des nourrissons, furent accusés de tous les méfaits possibles, et étaient même réputés, au moins dans le bidonville de Ndjili, voler nuitamment en escadrilles sur leurs balais magiques. (...) Les enfants accusés d'être des "sorciers" appartiennent en général à des familles très pauvres.

L'opération tri de l'humanité par le capitalisme tardif a donc déjà eu lieu. Relisons la mise en garde formulée par Jan Breman au sujet de l'Inde : "On atteint un point de non-retour lorsqu'une armée de réserve attendant d'être incorporée dans le monde du travail est ainsi stigmatisée comme une masse irrémédiablement surnuméraire, comme un fardeau excessif que l'on ne peut intégrer, ni aujourd'hui ni plus tard, dans l'économie et dans la société. Cette métamorphose est, à mon sens au moins, la vraie crise du capitalisme mondial." Ou encore ce sinistre constat formulé en 2002 par la CIA : "À la fin des années 1990, le nombre de travailleurs sans emploi ou sous-employés a atteint le chiffre étourdissant d'un milliard d'individus, habitant pour la plupart dans le Sud, soit un tiers de la population active mondiale.

Le contraste avec les années 1960 est spectaculaire : il y a quarante ans, le combat idéologique entre les deux grands blocs de la Guerre froide engendrait des visions concurrentes de la manière dont on pourrait abolir la pauvreté dans le monde et reloger les habitants des bidonvilles. (...) Ainsi, pour immuniser les Colombiens contre la subversion urbaine, l'Alliance pour le progrès subventionna d'immenses programmes de logement, comme Ciudad Kennedy (80 000 personnes) à Bogota ou Villa Socorro (12 000 personnes) à Medellin. L'*Allianza* fut présentée comme un plan Marshall pour l'hémisphère occidental, qui allait bientôt hisser le niveau de vie des habitants du continent américain à un degré comparable, sinon à celui des *gringos*, du moins à celui des Européens.

De fait, la *pauvreté périurbaine*, univers humain sordide largement déconnecté des solidarités de subsistance de la campagne et de la vie culturelle et politique de la cité traditionnelle - est le nouveau visage radical de l'inégalité. La marge urbaine est une zone d'exil, une nouvelle Babylone : on a pu ainsi apprendre, par exemple, que certains des jeunes terroristes - tous nés et élevés dans les bidonvilles de la périphérie de Casablanca - qui attaquèrent les palaces et les restaurants étrangers de cette ville en mai 2003 n'avaient auparavant jamais mis les pieds dans le centre-ville et furent ébahis par la richesse de la médina.

Mais les pauvres ne finiront-ils pas par se révolter si la voie de l'urbanisme informel se transforme en cul-de-sac ? Les grands bidonvilles ne sont-ils pas - comme le craignaient Disraeli en 1871 et Kennedy en 1961 - tout simplement des volcans prêts à exploser ? Ou est-ce que l'impitoyable concurrence darwinienne - à mesure qu'un nombre toujours plus grand de pauvres continue à se battre pour les mêmes miettes informelles - finira au contraire par donner naissance à une violence communautaire autodestructrice, forme ultime de l'"involution urbaine" ? dans quelle mesure un prolétariat informel peut-il posséder le plus puissant des talismans marxistes, l'"effectivité historique" ?

Si le bidonville planétaire n'est pas un sujet monolithique et ne présente aucune tendance unilatérale, il est néanmoins le lieu d'une myriade d'actes de résistance. De fait, l'avenir de la solidarité humaine dépend aujourd'hui du refus militant qu'opposent les urbains pauvres à leur marginalité mortelle dans le capitalisme mondial.

Ce refus peut prendre des formes archaïques aussi bien qu'avant-gardistes : un rejet de la modernité ou une tentative pour en ranimer les promesses étouffées. Nul ne devrait s'étonner que certains jeunes pauvres des banlieues d'Istanbul, du Caire, de Casablanca ou de Paris adoptent le nihilisme religieux du salafisme djihadiste et applaudissent au spectacle de

la destruction des symboles les plus ostentatoires d'une modernité qui leur est étrangère. Ou que des millions d'autres s'adonnent aux économies urbaines de subsistance des gangs de rues, *narcotraficantes*, milices et autres organisations politiques sectaires.

À mesure que les classes moyennes du tiers monde se bunkerisent dans leurs parcs à thème électrifiés et autres "villages sécurisés" suburbains, elles perdent progressivement toute compréhension culturelle des marais urbains qu'elles ont laissés derrière elles.

"La guerre du futur, peut-on lire dans la revue de l'Army War College, se jouera dans les rues, dans les égouts, dans les gratte-ciels et dans les zones de logement tentaculaires et anarchiques qui constituent les villes cassées de la planète. (...) Notre histoire militaire récente est ponctuée de noms de ville - Tuzla, Mogadiscio, Los Angeles (!), Beyrouth, Panama, Hué, Saïgon, Saint-Domingue - mais tous ces combats n'auront été qu'un prologue : le vrai drame est à venir."

En résumé, les plus grands esprits du pentagone ont osé s'aventurer là où la plupart des chercheurs des Nations unies, de la Banque mondiale ou du Département d'État craignent de mettre les pieds : au bout de la rue qui suit logiquement l'abdication de toute réforme urbaine. Comme par le passé, cette rue est une "rue sans joie", et, de fait, les combattants adolescents désœuvrés de "l'Armée du Mehdi" de Sadr City à Bagdad - l'un des plus grands bidonvilles de la planète - narguent les forces d'occupation américaines en baptisant leur axe principal "Vietnam Street". (...) Le Pentagone travaille à refaçonner sa doctrine de manière à intégrer une guerre mondiale à bas bruit d'une durée indéterminée contre les fractions criminalisées des pauvres urbains. Il est là, le vrai "choc des civilisations".

Si l'empire a la capacité de déployer des technologies orwelliennes de répression, ses exclus ont quant à eux les dieux du chaos dans leur camp.